The Carnegie Climate Governance Initiative (2016-2023)

Impact et apprentissage

Octobre 2023

C2G Carnegie Climate Governance Initiative

An initiative of CARNEGIE COUNCIL for Ethics in International Affairs

Informations sur la publication

Cette publication est sous licence Creative Commons CC BY-NC-SA et peut être reproduite dans son intégralité ou en partie et sous quelque forme que ce soit à des fins éducatives ou non lucratives, à condition que la source soit mentionnée ou référencée de manière adéquate.

Citation suggérée

C2G (2023). *The Carnegie Climate Governance Initiative (2016-2023)*: Impact and Learning. New York.

Table des matières

Acronymes		2
Préface du Président		4
Introduction du directeur exécutif		6
Mise en oeuvre de l'initiative		10
1.	La mission	12
2.	Les donateurs et l'équipe chargée du projet	14
3.	L'approche de mise en oeuvre	17
4.	Les parties prenantes engagées	22
5.	Calendrier de mise en oeuvre: Élimination du dioxyde de carbone (EDC)	24
6.	Calendrier de mise en oeuvre: Modification du rayonnement solaire (MRS)	26
7.	La mise en oeuvre en chiffres	28
Aperçu de la mise en oeuvre		30
8.	Aperçu de la mise en oeuvre: nciter à un engagement plus inclusif	32
9.	Aperçu de la mise en oeuvre: Inciter au développement des connaissances	35
10.	Aperçu de la mise en oeuvre: Faciliter l'apprentissage impartial sur un sujet controversé	38
11.	Aperçu de la mise en oeuvre: Entamer le dialogue avec les gouvernements	41
12.	Aperçu de la mise en oeuvre: Entamer le dialogue avec les processus intergouvernementaux	44
13.	Aperçu de la mise en oeuvre: S'engager auprès des régions du monde	46
14.	Aperçu de la mise en oeuvre: Faciliter l'apprentissage en ligne	48
15.	Aperçu de la mise en oeuvre: Aperçu de l'évaluation indépendante	50
Récits d'apprentissage		52
16.	Récit d'apprentissage: Accélérer l'apprentissage grâce à des outils de connaissance	54
17.	Récit d'apprentissage: Travailler avec les acteurs régionaux de l'ALC et en Europe	57
18.	Récit d'apprentissage: Travailler avec le cabinet du Secrétaire général des Nations unies	60
19.	Récit d'apprentissage: Travailler avec le Programme des Nations unies pour l'Environnement	61
20.	Récit d'apprentissage: Inciter à la gouvernance lors de la 4e session de l'ANUE	63
21.	Récit d'apprentissage: Commission mondiale sur la réduction des risques climatiques liés au dépassement	66
22.	Récit d'apprentissage: Mobiliser la philanthropie internationale	68
23.	Récit d'apprentissage: Mobiliser la jeunesse	70
24.	Et maintenant?	72

Acronymes

AGNU	Assemblée générale des Nations unies
ALC	Amérique latine et Caraïbes
ANUE	Assemblée des Nations unies pour l'Environnement
AOSIS	Alliance des petits États insulaires
C2G	The Carnegie Climate Governance Initiative (Initiative Carnegie sur la gouvernance du climat)
C2G2	The Carnegie Climate Geoengineering Governance Initiative (Iniciative Carnegie sur la gouvernance de la géo-ingénierie du climat)
CCDA	Conférence sur le changement climatique et le développement en Afrique
CCEIA	Carnegie Council for Ethics in International Affairs (Conseil Carnegie pour l'éthique dans les affaires internationales)
CCNNUC	Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques
CDA	Captage direct de l'air
CDB	Convention sur la diversité biologique
CDH	Conseil des droits de l'homme des Nations unies
CE	Commission européenne
CEA	Commission économique des Nations unies pour l'Afrique
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
CO2	Dioxyde de carbone
EDC	Élimination du dioxyde de carbone
G77	Le Groupe des 77
Gt	Gigatonnes
GESAMP	Groupe mixte d'experts sur les aspects scientifiques de la protection du milieu marin
GESDA	Anticipateur de Genève pour la science et la diplomatie
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
HLAB	Conseil consultatif de haut niveau sur le multilatéralisme des Nations unies
IAI	Institut interaméricain de recherche sur les changements à l'échelle mondiale IATT

Groupe	de travail inter-institutions des Nations unies sur la science, la technologie et l'innovation
IRGC	International Risk Governance Center (Centre pour la gouvernance internationale des risques)
MRS	Modification du rayonnement solaire
NASEM	Académies nationales des sciences, de l'ingénierie et de la médecine des États-Unis
NOAA	Administration nationale des océans et de l'atmosphère des États-Unis
ODD	Objectifs de développement durable
OIG	Organisation intergouvernementale
ONG	Organisation non-gouvernementale
ONU	Organisation des Nations unies
OSASTT	Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques
OSC	Organisation de la société civile
PMA	Pays les moins avancés
PMRC	Programme mondial de recherche sur le climat
PNUE	Programme des Nations unies pour l'Environnement
RE6	6e rapport d'évaluation du GIEC
SAI	Injection d'aérosols dans la stratosphère
SCoPeX	Expérience de perturbation contrôlée de la stratosphère
SR15	Rapport spécial du GIEC sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5 °C
UE	Union européenne
UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
VKRF	V. Kann Rasmussen Foundation

Préface du Président

En mars 2016, j'ai été contacté par Irene Krarup de la Fondation V. Kann Rasmussen, qui m'a demandé si le Conseil Carnegie serait prêt à collaborer avec eux sur des questions liées à la gouvernance de la géo-ingénierie - également appelée technologies de modification du climat. Puisqu'il était peu probable de limiter l'augmentation de la température mondiale en dessous des deux degrés fixés par l'Accord de Paris, les options de géo-ingénierie allaient sans doute cesser d'être des conjectures de science-fiction pour devenir une question véritablement envisagée par les politiques.

Comme les connaissances en géo-ingénierie étaient relativement limitées et qu'aucun système n'avait été mis en place pour développer sa gouvernance, il était temps que quelqu'un se propose d'entamer un processus visant à fonder les principes et le cadre juridique de la gouvernance mondiale de l'ingénierie climatique.

Le Conseil Carnegie s'est avéré être le cadre idéal pour cette nouvelle aventure. Depuis plus d'un siècle, le Conseil travaille sur des questions de gouvernance mondiale, en mettant l'accent sur le besoin d'une coopération internationale fondée sur des valeurs et des intérêts communs. Indépendant et impartial, le Conseil s'est toujours largement appuyé sur des experts venant de secteurs professionnels différents, de nombreuses disciplines universitaires et de la société civile pour faire avancer de nouvelles idées dans l'intérêt général.

Dès ses débuts, la Carnegie Climate Governance Initiative (C2G) a clairement établi des liens entre l'éthique et la gouvernance. Nous sommes partis du principe que les règles, les normes ou les critères liés au développement et à l'utilisation potentielle de nouvelles technologies de modification du climat devaient être fondés sur des principes éthiques. Ces principes doivent être bien compris, largement débattus et acceptés dans leur ensemble comme fondement de la coopération internationale.

Alors que notre projet arrive à sa fin, il est gratifiant de voir des avancées telles que les travaux de la Commission mondiale d'éthique des connaissances scientifiques et des technologies (COMEST) de l'UNESCO portant sur l'éthique de l'ingénierie climatique. Elle est placée dans le contexte de la précédente Déclaration des principes éthiques en lien avec le changement climatique de l'UNESCO.

Ces travaux ouvrent la voie à un dialogue mondial positif et constructif qui finira par établir la gouvernance de l'utilisation des technologies de modification du climat telles que la modification du rayonnement solaire (MRS) et l'élimination du dioxyde de carbone (EDC), qui ont été au coeur des travaux de la C2G.

Outre ses efforts novateurs portant sur la gouvernance internationale, la C2G a fixé les critères en vertu desquels le Conseil Carnegie travaille. Axée sur les objectifs et les résultats, la C2G a mené à bien sa campagne visant à inscrire la gouvernance des technologies de modification du

climat sur l'agenda des gouvernements nationaux, des organismes mondiaux et des organisations internationales telles que les Nations unies.

Comme vous le lirez dans ce rapport, la C2G a atteint son objectif ambitieux qui consistait à:

- Apporter un leadership intellectuel ayant un impact immédiat sur l'agenda international.
- Créer une communauté mondiale et plurielle, composée de participants compétents et engagés.
- Publier des ressources pédagogiques impartiales et factuelles, destinées aux experts et au grand public.
- Donner des moyens aux jeunes leaders climatiques et faire entendre la voix et les points de vue des communautés sous-représentées et affectées par le changement climatique.
- Créer une plateforme et une bibliothèque sans commune mesure pour l'avenir.

En résumé, la C2G illustre parfaitement la manière de faire peser les idées dans le monde politique, de faciliter le dialogue et elle montre le rôle que jouent la patience et la persévérance pour poursuivre des objectifs à long terme.

J'espère sincèrement que seront créées de nouvelles initiatives à l'instar de la C2G. Le monde est confronté à de nombreuses crises de gouvernance internationale qui bénéficieraient considérablement d'une approche similaire.

Rien de ce que la C2G a accompli n'aurait été possible sans l'extraordinaire leadership de Janos Pasztor et de toute l'équipe dédiée à cette initiative. Je tiens à les remercier personnellement pour les efforts qu'ils ont déployés sans relâche et à remercier les nombreux donateurs qui ont soutenu la C2G jusqu'à son heureux aboutissement. Leur travail nous inspire toutes et tous.

Joel H. Rosenthal
Président du Carnegie Council for Ethics in International Affairs (Conseil Carnegie pour l'éthique dans les affaires internationales)

Introduction du directeur exécutif

Alors que le changement climatique fait peser des risques de plus en plus sérieux sur l'avenir de l'humanité et des écosystèmes de la planète, l'heure est plus que jamais dans notre histoire à une coopération et une gouvernance internationales efficaces. La tâche principale reste celle de réduire d'urgence et drastiquement les émissions mondiales de gaz à effet de serre afin d'atténuer la cause première du changement climatique et d'éviter de nouvelles perturbations catastrophiques.

En mai 2016, quelques semaines après que la signature de l'Accord historique de Paris sur le changement climatique a été ouverte à l'Assemblée générale des Nations unies à New York, j'ai été approché par Irene Krarup, la Directrice exécutive de la Fondation V. Kann Rasmussen. Elle m'a fait une proposition intéressante qui consistait à mettre en place puis à diriger une initiative visant à remédier au manque de gouvernance internationale en termes de géo-ingénierie. Cela s'inscrivait dans le contexte des évaluations mondiales de la science et des efforts d'atténuation, qui avaient clairement montré que la fenêtre temporelle permettant de limiter l'augmentation des températures à 1,5°C se refermait rapidement. La probabilité de dépasser temporairement cet objectif dépendait de la vitesse avec laquelle l'Accord de Paris accélérerait les efforts mondiaux existants sur les actions prioritaires de réduction des émissions et d'identification des options pour éliminer l'excès de carbone de l'atmosphère. En juillet, je travaillais déjà à plein temps sur cette nouvelle tâche, et en novembre 2016, lorsque l'Accord de Paris est entré en vigueur, une équipe de trois collaborateurs était en place. L'initiative Carnegie Climate Geoengineering Governance (C2G2) - Initiative Carnegie sur la gouvernance de la géo-ingénierie climatique - a été officiellement lancée à New York le 17 février 2017.

J'ai commencé par recruter d'anciens collègues de l'équipe du Secrétaire général des Nations unies chargée du changement climatique, que j'avais dirigée l'année précédente en qualité de sous-secrétaire général aux changements climatiques de Ban Ki-Moon. Au fil du temps, d'autres collaborateurs, venant d'horizons et d'expériences différents, ont étoffé notre équipe. Nos donateurs nous ayant offert la souplesse nécessaire pour élaborer notre propre programme de travail, nous nous sommes efforcés, avec cette petite équipe très impliquée, d'accélérer les actions des acteurs intergouvernementaux, des gouvernements et des acteurs non étatiques afin de combler les lacunes en matière de gouvernance des nouvelles techniques de modification du climat, telles que l'élimination du dioxyde de carbone (EDC) à grande échelle et la modification du rayonnement solaire (MRS).

Cette tâche était à la fois complexe sur les plans intellectuel et éthique et difficile sur le plan diplomatique. Les notions de gouvernance et de géo-ingénierie étaient généralement mal comprises, et le sujet de la géo-ingénierie suscitait (et suscite encore) des controverses compréhensibles. Nous avons rapidement découvert que le sujet était à la fois clivant et objet de fausses informations et désinformations et qu'il fallait donc s'y mouvoir avec prudence. Clarifier ce que nous entendions par le terme « gouvernance » a supposé un défi permanent. Certaines personnes considéraient qu'il s'agissait uniquement des règles et des réglementations établies par

les gouvernements. Nous avons puisé dans la définition plus large utilisée par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), qui fait référence à l'ensemble des structures, processus et actions par lesquels les acteurs privés et publics interagissent pour atteindre des objectifs sociétaux. Mais le défi soulevé par les différentes définitions et interprétations de la « gouvernance » nous a accompagnés du début à la fin.

L'ambiguïté et les diverses perceptions et connotations liées au terme « géo-ingénierie » nous ont conduits à changer le nom de l'initiative en 2019 pour la rebaptiser Carnegie Climate Governance Initiative (CG2). Être impartial quant à l'utilisation ou la non-utilisation de ces techniques et étayer nos arguments à l'aide de preuves fiables et de qualité se sont vite imposés comme les pierres angulaires d'une approche susceptible d'inspirer la confiance de nos principaux interlocuteurs. Dans un tel contexte, s'en tenir à l'impartialité dans tous nos propos et tous nos écrits a été un véritable défi.

Nous avons suivi une approche de catalyse dans notre travail - en nous engageant parfois publiquement, et parfois discrètement, en coulisses, en encourageant les autres à s'informer sur ces questions et à les aborder eux-mêmes -, ce qui nous a garanti un résultat durable. Notre engagement public en faveur d'une initiative à durée limitée nous a permis d'instaurer une plus grande confiance avec nos interlocuteurs, en les rassurant sur l'objectif et les intentions de la C2G.

Forts de nos décennies d'expérience dans les négociations internationales sur des sujets difficiles, notre engagement en faveur de l'impartialité et de l'inclusivité nous a également permis de créer une plate-forme plus large qui encourage et permette à un plus grand nombre d'acteurs ayant des points de vue divers (et parfois contradictoires) de s'engager.

Il nous a fallu beaucoup de persévérance et d'efforts pour attirer l'attention de dirigeants très occupés, de diplomates et de responsables politiques et leur expliquer le besoin d'une gouvernance globale de technologies qui n'existent pas encore et qui font l'objet de controverses politiques. Si l'on ajoute à cela les obstacles soulevés par une pandémie mondiale sans précédent, la guerre que la Russie mène en Ukraine, les défis croissants de la (dé)mondialisation et les questions géostratégiques, c'est un miracle que des gens se soient engagés à nos côtés.

Mais ils se sont engagés. Au cours de nos sept ans de travail, nous avons dialogué en personne et en ligne avec des représentants de plus de 75 gouvernements, 61 organisations et acteurs intergouvernementaux et 250 organisations et acteurs non étatiques sur le plan international, et nous avons rempli notre mission consistant à attirer leur attention sur les questions de gouvernance liées à l'EDC et à la MRS.

Aujourd'hui, l'EDC, dont la nécessité a clairement été soulignée dans les rapports successifs du GIEC et implicitement reconnue dans l'Accord de Paris, suscite un grand intérêt et attire des investissements publics et privés croissants à l'échelle mondiale, ainsi que des travaux de Impact et apprentissage Octobre 2023 1 1 gouvernance internationale de plus en plus nombreux. Parmi ces travaux, citons la compréhension et le dialogue portant sur les définitions des différents types d'EDC, leurs rôles et leurs objectifs quant aux réductions des émissions, l'intérêt accru du public, l'amélioration de la responsabilité et de la transparence, ainsi que la manière dont les règles internationales et nationales devraient envisager ces questions dans le cadre de la gouvernance.

En 2017, certaines portes ne s'ouvraient pas au dialogue avec nous sur le besoin de combler les lacunes de la gouvernance de l'EDC ou, si elles s'ouvraient, la conversation ne pouvait pas sortir de la pièce. Il en allait de même pour la MRS. Au fil du temps, la façon de traiter la MRS, qui était une idée inconnue ou au mieux marginale parmi les responsables politiques internationaux lorsque nous avons commencé, figure désormais sur l'agenda international où se font entendre des appels

très médiatisés à l'amélioration de la compréhension et de la gouvernance qui émanent des Nations unies, de Washington, de Bruxelles, de Mexico et d'ailleurs.

Il est certes difficile de déterminer avec certitude dans quelle mesure ces avancées peuvent être directement ou indirectement attribuées aux efforts déployés par la C2G. Une évaluation indépendante du travail de la C2G s'est penchée sur cette question (voir Aperçu de la mise en oeuvre : Résultats de l'évaluation indépendante, page 50). Dans certains cas, il faudra des années pour constater les répercussions de notre travail. Cependant, de nombreuses personnes ayant collaboré avec la C2G et évalué ou observé ses efforts ont souligné l'importance et l'efficacité de notre travail. Bien que la discrétion nous empêche de communiquer toutes les preuves anecdotiques de l'impact que nous avons eu, je pense que la plupart des personnes seraient d'accord pour dire que les choses auraient pris une toute autre tournure sans le travail de la C2G au cours des sept dernières années.

Le présent rapport sert non seulement à consigner ce que nous avons fait et à donner un aperçu des effets que cela a pu avoir, mais aussi à partager ce que nous avons appris en cours de route. J'espère que ces connaissances seront utiles aujourd'hui et à l'avenir, lorsque d'autres se chargeront de combler les lacunes en matière de gouvernance de ces technologies et d'autres nouvelles technologies d'importance mondiale.

L'équipe et moi-même sommes reconnaissants de l'occasion qui nous a été donnée de nous atteler à cette tâche difficile, ainsi que de la clairvoyance de nos donateurs et de la confiance qu'ils nous ont témoignée, ce qui nous a permis d'entreprendre ce travail important en temps voulu. Nous sommes également reconnaissants à nos nombreux interlocuteurs au sein des gouvernements, des Nations unies et partout ailleurs dans le monde pour leur volonté de se rencontrer, d'écouter, d'apprendre et de s'investir dans ce sujet difficile.

Au cours des sept dernières années, nous avons travaillé d'arrache-pied pour attirer l'attention de la communauté internationale sur la nécessité d'une gouvernance plus globale en matière d'EDC et de MRS. Ces deux sujets étant désormais inscrits sur l'agenda international, il appartient désormais aux sociétés et aux gouvernements de mieux comprendre les conséquences qu'impliquerait le non déploiement d'efforts collectifs d'atténuation en temps voulu et le fait de décider si, quand et comment ces techniques de modification du climat doivent ou non faire l'objet de recherches, être développées ou utilisées à l'avenir. Ce qui adviendra est désormais entre leurs mains.

Janos Pasztor
Directeur exécutif, Carnegie Climate Governance Initiative (C2G)

Mise en oeuvre de l’initiative

La section suivante donne un aperçu de la mission et de l’approche de la C2G, des donateurs et de l’équipe chargée du projet, des différentes parties prenantes et de ce qui a été mis en oeuvre et à quel moment.

1. La mission

© AFP / Ed Jones

Moins d'un an après l'Accord historique de Paris sur le changement climatique, des inquiétudes ont continué de croître, selon lesquelles en l'absence d'une accélération rapide de l'action internationale, il ne serait sans doute pas possible de limiter la hausse de la température moyenne mondiale à 1,5-2 °C grâce à la seule réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Jusqu'alors considérée comme une idée marginale, le fait de s'attaquer au dépassement de cet objectif par le biais d'une intervention délibérée et à grande échelle sur le système climatique - souvent appelée « géo-ingénierie » - a commencé à susciter un regain d'intérêt, en raison des inquiétudes liées au peu de temps restant pour limiter le réchauffement en raison d'une action climatique inadéquate, et en raison des nouvelles recherches et de l'émergence de campagnes de la société civile.

Les différentes techniques proposées pour les interventions dites de « géo-ingénierie » se déclinent en deux grandes catégories, dont les objectifs et les conséquences pour la gouvernance sont différents. Il y a tout d'abord l'élimination du dioxyde de carbone (EDC), qui vise à éliminer l'excès de CO_2 de l'atmosphère et à le stocker durablement, réduisant ainsi la cause du réchauffement climatique. Les données scientifiques sur lesquelles se fondent les modalités de l'Accord de Paris - le cinquième rapport d'évaluation du GIEC - ont clairement indiqué que, pour réaliser les objectifs de température, il fallait atteindre, grâce à l'EDC, les émissions nettes zéro d'ici à la moitié du siècle et les éliminations nettes mondiales (émissions nettes négatives) pendant la seconde moitié du siècle. Deuxièmement, il y a la modification du rayonnement solaire (MRS), qui vise à réduire la quantité de rayonnement solaire atteignant la surface de la terre, ce qui amoindrit les effets du réchauffement climatique. Cette nouvelle technique a attiré l'attention du GIEC et d'autres processus des Nations unies, mais aucune n'a été exhaustive.

Alors que l'attention se tourne de plus en plus vers les techniques potentielles d'EDC et de MRS qui pourraient être proposées pour des interventions à grande échelle, le manque de gouvernance internationale générale sur l'une et l'autre de ces techniques a commencé à susciter des inquiétudes chez certains observateurs.

L'initiative Carnegie Climate Geoengineering Governance (C2G2) a été conçue puis officiellement lancée en février 2017 pour répondre à ces inquiétudes. Amorcée et financée par la Fondation V. Kann Rasmussen (VKRF) et organisée sous les auspices du Conseil Carnegie pour l'éthique dans les affaires internationales basé à New York, l'initiative C2G2 a démarré ses activités en se donnant pour mission d'accélérer la création d'une gouvernance efficace pour les nouvelles technologies de modification du climat.

2. Les donateurs et l'équipe chargée du projet

Donateurs

Membres de l'équipe[1]

- Miranda Böttcher, chargée de recherches (2017-18)
- Thomas Busch, conseiller en développement des ressources (2020-23)
- Rebecca Chamblee, chargée de programme (2022-23)
- Nigel DeCoopman, chargé de programme et des finances (2019-23)
- Nicholas Harrison, directeur de la gestion des connaissances (2019-23), gestionnaire de programme senior (2017-19)
- Alia Hassan, chargée de la sensibilisation auprès des gouvernements et des organisations intergouvernementales (2019-23)

1 Les membres de l'équipe n'étaient pas tous à temps plein ou engagés pour toute la durée des années indiquées.

- Tim Kruger, conseiller scientifique (2017-18)
- Natalie LaVan, gestionnaire de programme (2017)
- Dao Nguyen, conseillère principale sur la biodiversité (2017-18)
- Valérie Novarina, assistante du directeur exécutif (2016-23)
- Celine Novenario, chargée de la communication (2019-21)
- Anita Nzeh, chargée de la gestion des connaissances et de la communication (2022-23), chargée de la gestion des connaissances (2019-22)
- Janos Pasztor, directeur exécutif (2016-23)
- Paul Rouse, conseiller scientifique (2019-21)
- Natalia Rubiano, chargée de sensibilisation (2018-19)
- Cynthia Scharf, directrice principale de la stratégie (2016-23)
- Kai-Uwe Barani Schmidt, directeur exécutif adjoint, affaires gouvernementales (2023), directeur principal des programmes (2016-23)
- Michael Thompson, consultant principal en sensibilisation (2021-22), directeur principal de la sensibilisation (2017-21)
- Mark Turner, consultant principal en communication (2022-23), directeur de la communication (2017-22)
- Qi Zheng, chargée de la sensibilisation auprès des gouvernements et des organisations intergouvernementales (2018-23)

Membres du groupe consultatif

Le groupe consultatif de la C2G a été constitué d'experts internationaux de premier plan couvrant différents secteurs et pays, qui ont été sélectionnés pour apporter des conseils stratégiques indépendants et veiller ainsi à ce que le travail de l'initiative soit bien informé, efficace et ait un impact important. Les membres ont participé à titre individuel et indépendant et ne représentaient aucune organisation ou institution spécifique. Le groupe n'était pas un organe de décision et les membres n'avaient donc pas d'influence directe ou de responsabilité sur le travail de la C2G.

- Neth Daño (Philippines), co-directeur exécutif, ETC Group (2017-19)
- Maria Ivanova (États-Unis/Bulgarie), maître de conférences en gouvernance internationale, John W. McCormack Graduate School of Policy and Global Studies (École supérieure d'études politiques et mondiales) ; directrice du centre de gouvernance et de durabilité (2018-23)

- Pan Jiahua (Chine) directeur général de l'Institute for Urban & Environmental Studies, Académie chinoise des sciences sociales (2020-23)
- Ronald Jumeau (Tanzanie, Seychelles), représentant permanent auprès des Nations unies et ambassadeur pour le changement climatique (2017-19)
- David Keith (Canada/États-Unis/Royaume-Uni), professeur de physique appliquée et professeur de politique publique, Université de Harvard (2017-23)
- Thelma Krug (Brésil), vice-présidente du groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (2017-23)
- Amy Luers (États-Unis), responsable mondiale de la science du développement durable, Microsoft (2019-23)
- Alessandra Orofino (Brésil), directrice exécutive et cofondatrice de Meu Rio (2017-18)
- Manuel Pulgar-Vidal (Pérou), responsable mondial du climat et de l'énergie, WWF International – Fonds mondial pour la nature (2017-23)
- Jairam Ramesh (Inde), député (2017-23)
- Steve Rayner (Royaume-Uni), professeur de sciences et de civilisation détenteur de la chaire James Martin, université d'Oxford (2017-20)[2]
- Ambuj Sagar (Inde), professeur d'études politiques détenteur de la chaire Vipula et Mahesh Chaturvedi, département des Humanités et des Sciences sociales ; responsable de l'École des politiques publiques, Indian Institute of Technology Delhi (2018-23)
- Youba Sokona (Mali), conseiller spécial sur le développement durable, Le Centre Sud (2017-23), vice-président du GIEC (2017-23)
- Elizabeth Thompson (Barbade), ambassadrice extraordinaire et plénipotentiaire chargée du changement climatique, des petits États insulaires en développement et du droit de la mer (2019-23)

L'équipe de la C2G tient à remercier tous les membres de l'équipe du Carnegie Council for Ethics in International Affairs qui ont contribué à la mise en oeuvre de l'initiative.

2 Décédé en 2020.

3. L’approche de mise en oeuvre

L’approche de l’initiative puisait dans un certain nombre d’hypothèses sur la nature du problème, lesquelles ont éclairé notre théorie du changement nécessaire pour résoudre ce problème.

Avant la mise en oeuvre de l’initiative, des discussions sur les nouvelles techniques de modification du climat potentielles et sur leur gouvernance se tenaient au sein de la communauté universitaire, mais trouvaient assez peu d’écho parmi les responsables politiques, et la gouvernance internationale globale était soit faible, soit inexistante. La C2G a compris que les responsables politiques à l’échelle internationale n’étaient pas sensibilisés, et donc mal informés, et qu’ils étaient par conséquent mal préparés aux choix difficiles auxquels eux - et la société - seraient confrontés à l’avenir lorsqu’ils devraient prendre des décisions sur ces nouvelles technologies. L’équipe a également estimé qu’une prise de décision éclairée et prudente, faite en temps voulu, serait essentielle pour une gouvernance efficace de ces technologies.

Les hypothèses directrices de la C2G

- **Le moment est venu:** Compte tenu de l'accélération des risques liés au changement climatique et de l'émergence des technologies de modification du climat, le meilleur moment pour discuter de la gouvernance de ces technologies est arrivé et ne peut être reporté. Il est beaucoup plus risqué de retarder ces discussions ou de ne pas les avoir que de s'attaquer aux nombreuses questions de gouvernance soulevées par ces technologies de façon réfléchie, bien informée, inclusive et transparente.

- **Pas une seule institution, mais de nombreuses:** Aucune institution mondiale ne peut traiter toutes les facettes de la gouvernance de ces technologies. Dans un monde multipolaire, une gouvernance efficace dépend de l'engagement de nombreux acteurs, processus et institutions, du plan mondial au plan local. Compte tenu des conséquences de ces technologies à l'échelle planétaire, il est également important de s'engager dans des processus intergouvernementaux réunissant un grand nombre de membres internationaux.

- **Le besoin d'en savoir plus:** Le monde n'en sait pas assez actuellement sur les risques, les conséquences imprévues et les possibles avantages de bon nombre de ces techniques, pas plus que sur les défis de gouvernance et les possibilités dont elles s'accompagnent, pour pouvoir les accepter ou les rejeter. Une recherche faisant l'objet d'une bonne gouvernance peut aider à répondre à ces questions. Parallèlement à cela, des accords internationaux interdisant le déploiement de la modification du rayonnement solaire (MRS) tant que certaines conditions ne sont pas remplies réduiraient les risques et dissiperaient les craintes d'une action précipitée, unilatérale et non gouvernée, tout en permettant de mener les recherches essentielles.

- **Le besoin d'impliquer tous les secteurs de la société:** comme pour l'action climatique, la création d'un élan politique en faveur de la gouvernance de ces technologies demandera une approche intersectorielle, descendante et ascendante. D'une part, l'engagement des gouvernements influents sur le plan politique sera nécessaire pour déployer des efforts diplomatiques à l'échelle mondiale. D'autre part, l'engagement d'un large éventail de voix issues de l'ensemble de la société sera nécessaire pour garantir des actions de gouvernance inclusives.

La stratégie

En puissant dans sa compréhension du problème et dans un certain nombre d'hypothèses directrices (voir l'encadré sur les hypothèses directrices de la C2G), l'équipe a élaboré une stratégie pour résoudre le problème. Cette stratégie visait à:

- **Sensibiliser** et favoriser l'apprentissage – Les responsables politiques et leurs conseillers, ainsi que d'autres acteurs clés, s'informent sur les nouvelles approches et leurs conséquences - à la fois les risques et les avantages potentiels dont elles s'accompagnent et sur les raisons du besoin de gouvernance.

- **Se réunir et collaborer** – De nombreux acteurs se réunissent, discutent et développent une compréhension commune et des approches collaboratives de la gouvernance.

- **Accélérer les décisions** – Les gouvernements – à l'échelle nationale et dans le cadre des Nations unies et d'autres processus intergouvernementaux - prennent des décisions pour combler les principales lacunes en matière de gouvernance.

La stratégie avait vocation de cibler les responsables politiques et leurs conseillers au sein des gouvernements et des organisations non gouvernementales, sur le plan international et aux échelles régionales et nationales. La priorité devait être donnée à la collaboration avec des acteurs susceptibles d'accélérer et de mener des discussions plus larges sur la gouvernance au sein de la société, notamment les organisations et processus intergouvernementaux, les gouvernements nationaux et d'autres acteurs non étatiques.

Principes de mise en oeuvre de la C2G

- **L'impartialité:** la C2G est impartiale quant à l'utilisation potentielle des techniques ou des interventions de modification du climat, mais pas quant au besoin d'une gouvernance efficace.
- **Le besoin de gouvernance:** La gouvernance englobe des interlocuteurs issus de tous les secteurs de la société qui se réunissent dans le cadre de différents processus pour discuter, apprendre, partager des connaissances et prendre des décisions à plusieurs niveaux.
- **Règle du droit international:** La C2G affirme le besoin d'une action climatique urgente sur de nombreux fronts, notamment la mise en oeuvre des accords multilatéraux existants.
- **Une large approche de gestion des risques:** La C2G encourage les discussions factuelles, guidées par le principe de précaution, sur les possibles avantages, risques, contreparties et synergies.
- **Niveau de préparation:** La société doit prendre des décisions difficiles aujourd'hui, afin d'être prête pour demain.

Objectifs

L'approche s'est attelée à réaliser trois objectifs prioritaires :

1. Accélérer les accords internationaux afin d'empêcher le déploiement des technologies de MRS avant que (i) qu'il n'y ait une compréhension des risques et des avantages potentiels suffisante pour la prise de décision et (ii) qu'il n'y ait un accord sur les cadres de gouvernance.

2. Soutenir l'avancée de la gouvernance de la recherche, en particulier pour la MRS. Cela pourrait inclure des codes de conduite, des critères pour les essais et la participation du public.

3. Encourager les discussions sur la gouvernance des technologies d'EDC aux échelles régionales, nationales et mondiale.

Activités

Pour atteindre ces objectifs, en respectant la stratégie et les principes décrits ci-dessus, l'équipe s'est efforcée de mettre en oeuvre quatre grands pôles d'activités:

- Organiser des séances d'information, des webinaires et des réunions destinés à des secteurs divers et variés de la société, en mettant l'accent sur les responsables politiques multilatéraux et gouvernementaux.
- Élaborer des matériels d'information objectifs qui explicitent les principaux risques, problèmes et préoccupations liés aux technologies, ainsi que leurs possibles avantages.
- Entamer activement le dialogue avec des acteurs clés des gouvernements, du système des Nations unies, de la société civile, des communautés religieuses, des secteurs de la défense et de la sécurité et du secteur privé pour promouvoir les discussions et les activités liées à la gouvernance.
- Susciter et encourager des discussions sur la gouvernance dans les principaux forums multilatéraux, entre autres, dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique (CDB), l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement, la CCNUCC et l'Assemblée générale des Nations unies.

Apprentissage et changement d'approche

Si l'approche principale est restée constante tout au long de la période de mise en oeuvre, la C2G a adopté (grâce à la flexibilité et à la confiance accordées par ses donateurs) une approche entrepreneuriale et adaptative, en tirant les leçons de ce qui fonctionnait et de ce qui ne fonctionnait pas et en réagissant aux changements dans l'environnement de mise en oeuvre. Par conséquent, afin de remplir au mieux sa mission, l'équipe a ajusté son approche de plusieurs manières pendant le déroulement de ses activités, notamment en:

- **Jouant un rôle de catalyseur** – Dès le début de l'initiative, il est clairement apparu que pour rester impartial quant aux technologies et à leur forme de gouvernance - et ainsi maintenir la confiance et la crédibilité dans nos intentions - il serait plus efficace de travailler en arrière-plan en encourageant et en aidant d'autres acteurs à prendre les rênes et à agir plutôt que d'assumer un rôle de leader public de premier plan sur le sujet.
- **Changeant de nom et de langage** – Suite aux âpres négociations en vue d'une résolution sur la gouvernance qui ont été menées par la Suisse lors de l'ANUE-4 et qui n'ont pas abouti à un consensus ni à l'adoption de la résolution (voir Récit d'apprentissage : Inciter à la gouvernance lors de la quatrième session de l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement, p. 63), il est devenu évident que le terme « géo-ingénierie » pouvait prêter à confusion car ce qu'il incluait ou excluait n'était pas clair, et qu'il pouvait aussi être un peu toxique et par conséquent - par son association – détourner des efforts visés par l'initiative. La C2G a donc décidé d'utiliser le langage adopté par le GIEC afin de rester impartiale et d'éviter toute controverse inutile sur l'utilisation du terme, plus clivant, de « géo-ingénierie ». Comme ce terme figurait également dans le nom de l'initiative, celle-ci a non seulement modifié son approche, mais aussi son propre nom dont elle a supprimé le mot « géo-ingénierie ». C'est ainsi que la C2G2 est devenue la C2G.

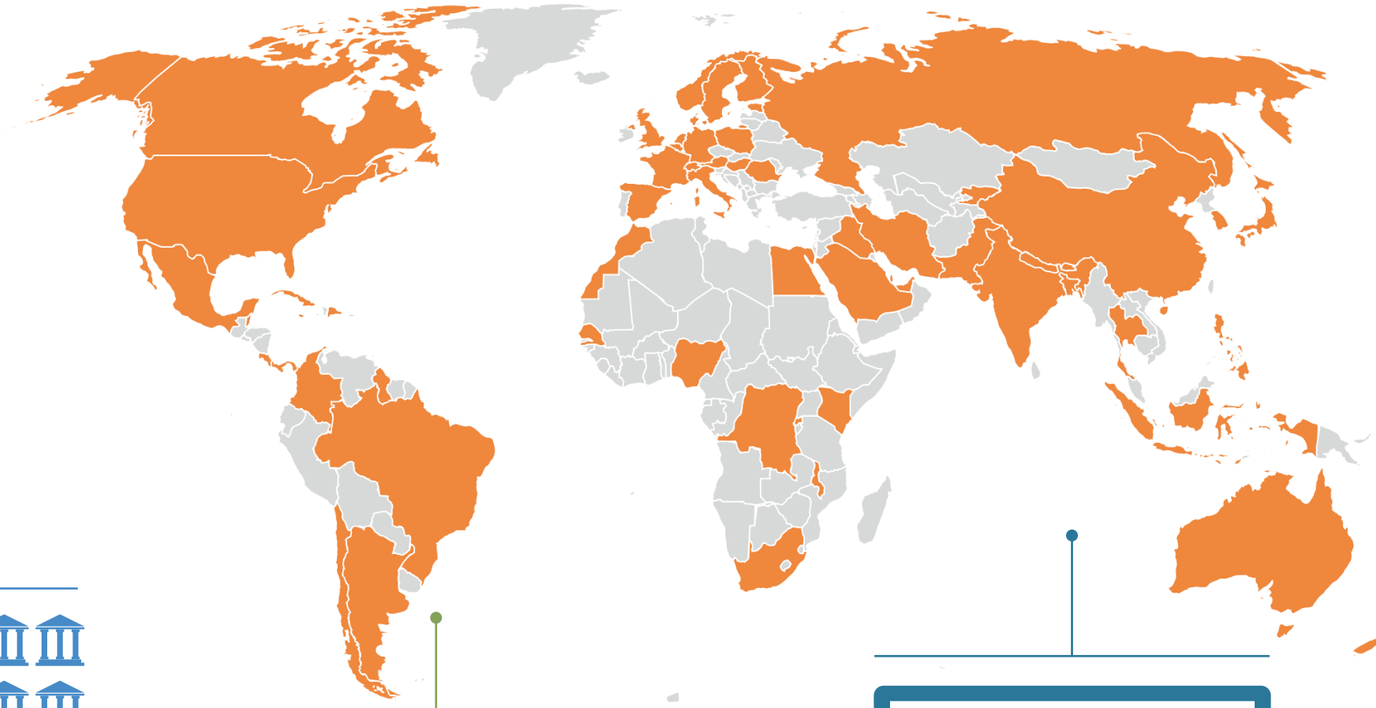
- **Mettant particulièrement l'accent sur la MRS** – Suite à la publication du rapport spécial du GIEC sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5 °C (GIEC SR15) fin 2018, le sujet de l'EDC à grande échelle, qui avait précédemment été mis en sourdine, a retrouvé de l'importance. Alors que les parties à la CCNUCC commençaient à annoncer leurs engagements à long terme pour atteindre des émissions nettes zéro d'ici au milieu du siècle (ce qui n'est pas possible sans recourir à l'EDC à grande échelle) et que l'EDC attirait plus d'investissements et d'innovations, la discussion sur cette technique et sur sa gouvernance a commencé à figurer davantage sur les agendas internationaux. Voyant que les gouvernements connaissaient désormais les questions d'EDC et de gouvernance qui y sont liés, consciente qu'en attirant l'attention des gouvernements sur ces problèmes, elle n'apporterait aucune valeur ajoutée, consciente également de la taille des défis soulevés par la discussion sur la MRS et sa gouvernance ainsi que du peu de temps et de ressources dont elle disposait, l'équipe a décidé d'axer de plus en plus son travail - et entièrement au cours des deux dernières années - sur la MRS.

- **S'adaptant aux restrictions imposées par la pandémie de COVID-19** – Si les défis soulevés par la pandémie de COVID n'ont pas affecté le fonctionnement quotidien de l'initiative autant que tant d'autres structures (grâce notre équipe répartie dans le monde entier et connectée en ligne dès le départ), les restrictions de voyage et la distanciation qui ont été imposées ont rendu plus difficile le dialogue avec les interlocuteurs des parties prenantes que nous ne pouvions désormais plus rencontrer en personne. En organisant ses réunions et ses événements uniquement en ligne, l'initiative a également accéléré la création d'une série complète de ressources d'apprentissage en ligne comprenant des webinaires interactifs (C2GLearn et C2GDiscuss) et des entretiens vidéo (C2GTalk) ; cela a permis aux personnes de s'impliquer à distance et offert des occasions d'apprentissage à nos parties prenantes cibles, pendant cette période de restrictions liées à la pandémie.

- **Transmettant le travail de la C2G** – Sachant qu'une partie de son expertise et de ses ressources pourraient être importantes et utiles après la fin prévue de l'initiative, celle-ci a mis, pendant la deuxième moitié de son mandat, un accent de plus en plus marqué sur la transmission de son expertise ou de ses ressources à des organisations intergouvernementales ou des acteurs non étatiques appropriés avant d'arriver à son terme.

4. Les parties prenantes engagées

Pour mener à bien ses activités, l'initiative a ciblé des acteurs influents et susceptibles de mobiliser des organisations et des processus intergouvernementaux, des gouvernements nationaux et d'autres acteurs non étatiques.



75
gouvernements engagés

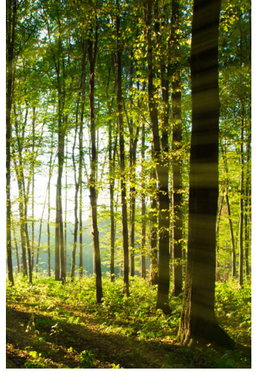
61 organisations et acteurs intergouvernementaux engagés

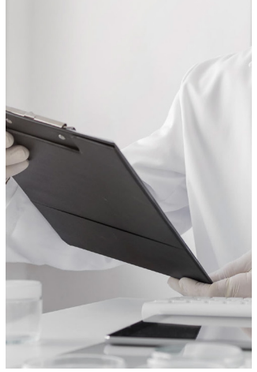
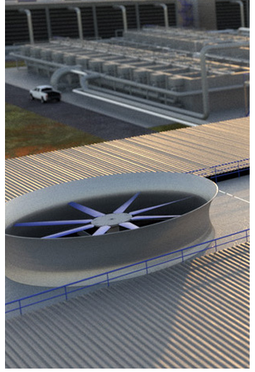
250 organisations et acteurs non étatiques engagés

48,000+
visiteurs sur le site de la C2G

4,500+
followers sur les réseaux sociaux

5. Calendrier de mise en oeuvre: Élimination du dioxyde de carbone (EDC)



Avant 2017

La Convention CCNUCC (1992) et l'Accord de Paris (2015) abordent la question de l'élimination du carbone.

Publication des principes d'Oxford pour la gouvernance de la géo-ingénierie (2013).

Le GIEC aborde l'EDC dans son rapport RE5 (2014).

Les parties à la CDB abordent l'EDC dans plusieurs décisions et conseils (2008, 2010, 2016).

Les parties à la Convention et au Protocole de Londres abordent l'EDC dans des résolutions et la création d'un mécanisme de régulation (2008, 2013).

La Carnegie Climate Geoengineering GovernanceInitiative (C2G2) est fondée pour encourager la création d'une gouvernance efficace en termes de technologies de modification du climat, en particulier la modification du rayonnement solaire et l'élimination du dioxyde de carbone à grande échelle.

2017

Le rapport du PNUE sur les écarts d'émissions présente un chapitre sur l'EDC pour la première fois.

Lancement en Suisse de la 1ère usine commerciale au monde de captage direct dans l'air du CO2.

La C2G2 et le Secrétariat de la CDB organisent un atelier avec les représentants de l'OSASTTpour souligner et mieux identifier les lacunes en matière de gouvernance de l'EDC.

2018

Dans son rapport SR15, le GIEC souligne que « toutes les trajectoires qui limitent le réchauffement à 1,5 °C, ou ne présentent pas ou peu de dépassement prévoient l'utilisation de l'EDC pour éliminer entre 100 et 1 000 Gt CO_2 »

La C2G2 publie un rapport sur les possibles conséquences de l'EDC et de la géo-ingénierie solaire sur la réalisation des ODD.

La C2G2 publie un résumé technique sur les lacunes de connaissances en termes de géo-ingénierie du climat, en lien avec la CDB.

La C2G2 publie un rapport soulignant les lacunes de gouvernance de l'EDC :

« Gouvernance de l'EDC : sommes-nous prêts ? »
La C2G2 apporte des idées sur l'EDC et sa gouvernance à la plate-forme de dialogue de Talanoa de la CNUUCC.

La C2G2 commence à encourager et aider les gouvernements et d'autres acteurs à créer un forum pour échanger des expériences pratiques sur la mise en oeuvre des activités d'EDC.

2019

La toute 1ère résolution sur la géo-ingénierie (dont l'EDC et la MRS) est négociée lors de l'ANUE-4, mais n'aboutit pas à un accord.

Le Groupe mixte d'experts sur les aspects scientifiques de la protection du milieu marin (GESAMP) produit un rapport qui examine les techniques de géo-ingénierie proposées, dont l'EDC.

La C2G2 offre une séance d'information sur l'EDC et sa gouvernance lors d'une session officielle du Comité des représentants permanents de l'ANUE.

La C2G2 est renommée Carnegie Climate GovernanceInitiative (C2G).

2020

(Pandémie mondiale de COVID)

Microsoft Corporation annonce publiquement son intention d'éliminer ses émissions historiques de carbone d'ici à 2050.

La C2G2 offre une séance d'information sur l'EDC et sa gouvernance lors d'une session officielle du Comité des représentants permanents de l'ANUE.

La C2G2 est renommée Carnegie Climate GovernanceInitiative (C2G).
La C2G commande et finance le document suivant : Options pour encourager l'EDC.

La C2G commande et finance un article de revue : Possibles conséquences de l'EDC sur la réalisation des ODD.

La C2G organise 26 webinaires C2GLearn sur le l'EDC et sa gouvernance.
La C2G veille à l'intégration d'un langage clair sur la gouvernance de l'EDC dans la stratégie de la Décennie des Nations unies pour la restauration des écosystèmes.

La C2G continue d'encourager et de soutenir un forum informel dirigé par les gouvernements, visant à échanger des expériences pratiques sur les activités d'EDC et leur gouvernance, aux côtés de représentants clés du secteur privé, des OIG et des OSC.

2021

Le rapport du Groupe de Travail Idu RE6 du GIEC aborde l'EDC.

Le CDH adopte la résolution 48/14 qui demande la préparation d'un rapport sur l'effet des nouvellestechnologies, dont l'EDC sur la protection du climat.

Le nombre d'articles scientifiques publiés sur l'EDC passe de quelques dizaines par an dans les années 1990 à plus de 4 700 rien qu'en 2021.

La C2G organise le premier dialogue sur l'EDC entre les Secrétaires exécutifs de toutes les commissions régionales des Nations unies.

La C2G publie une mise à jour de son rapport de 2018 mettant en évidence les lacunes en termes de gouvernance de l'EDC :

« Gouvernance de l'EDC : sommes-nous prêts ? » La C2G édite le 1er numéro spécial de la revue académique Global Policy Gouvernance des approches de modification du climat, dont 8 articles abordant l'EDC et sa gouvernance.

La C2G et la CEPALC collaborent pour commander et publier un rapport et un outil : Compréhension actuelle des effets potentiels des approches sur les ODD dans certains pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

La C2G rédige des pages d'apprentissage en ligne sur l'EDC et sa gouvernance pour la plateforme SDG Helpdesk de la CESAP.

2022

Le rapport du GTII et du GTIII du RE6 du GIEC aborde l'EDC.

Les Parties à la Convention et au Protocole de Londres adoptent une déclaration soulignant le besoin d'évaluer les techniques de géo-ingénierie marine, dont l'EDC.

La C2G et la CEA collaborent pour commander un outil sur l'EDC en Afrique : mesures d'atténuation du changement climatique fondées sur la nature en Afrique.

La C2G organise 3 webinaires C2GLearn qui examinent comment le RE6 a traité la question de l'EDC et de sa gouvernance.

La C2G rédige le contenu sur l'EDC publié dans le rapport de la CESAP : « Examen 2022 de l'ambition climatique en Asie et dans le Pacifique : renforcer les objectifs des contributions déterminées au niveau national grâce à des solutions fondées sur la nature ».

2023

Le rapport de synthèse du RE6 du GIEC aborde l'EDC.

La CCNUCC aborde l'EDC dans le cadre de l'Article 6 de l'Accord de Paris.

Publication du 1er rapport sur l'état de l'EDC. Occidental Petroleum achète l'entreprise de captage direct dans l'air du CO2 Carbon Engineering pour 1,1 milliard USD.

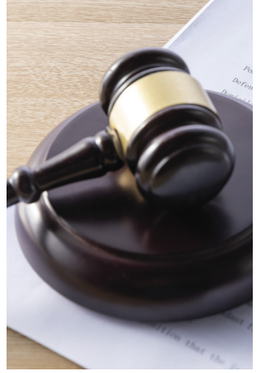
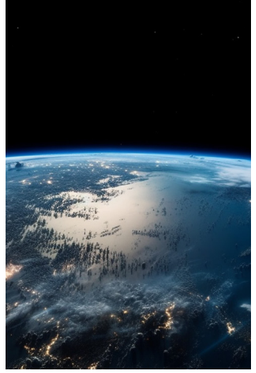
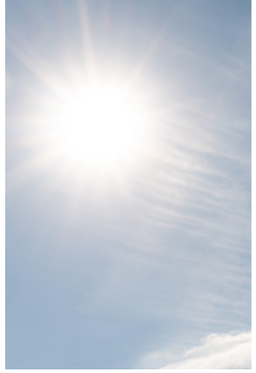
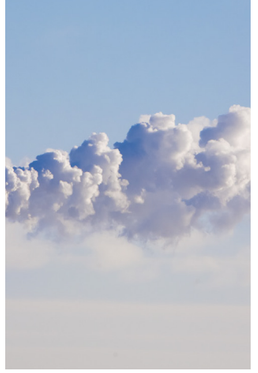
La directrice exécutive du PNUE invite les États membres de l'ANUE à envisager la création d'un groupe d'experts ad hoc (AHEG) visant à l'amélioration de la compréhension de la science, des risques et des impacts environnementaux des technologies et des mesures de modification du climat, dont l'EDC.

Publication dans le rapport de la CEPALC du contenu rédigé par la C2G sur l'EDC: Solutions fondées sur la nature et élimination du dioxyde de carbone.

- Quelques avancées mondiales en termes de gouvernance de l'EDC[3]
- Quelques réalisations clés de la C2G en termes d'EDC.

3 Cette liste n'est pas exhaustive et ne constitue qu'une sélection indicative de réalisations notables.

6. Calendrier de mise en oeuvre: Modification du rayonnement solaire (MRS)

Avant 2017

Le GIEC organise une réunion d'experts et publie le rapport de la réunion qui aborde la MRS (2012).

L'UNESCO organise un atelier (2010) et publie un résumé politique (2011) qui aborde la MRS.

Publication des principes d'Oxford pour la gouvernance de la géoingénierie (2013).

Les parties à la CDB abordent la MRS dans plusieurs décisions et conseils (2008, 2010, 2016).

Les parties à la Convention et au Protocole de Londres traitent de l'EDC dans des résolutions et la création d'un mécanisme de régulation (2008, 2013).

L'Accord de Paris de la CCNUCC (2015) apporte un contexte pour la prise en compte de la MRS.

La Geoengineering Governance initiative (C2G2) est fondée pour encourager la création d'une gouvernance efficace en termes de technologies de modification du climat, en particulier la modification du rayonnement solaire et l'élimination du dioxyde de carbone à grande échelle.

2017

La C2G2 et le Secrétariat de la CDB organisent un atelier avec les représentants de l'OSASTT pour souligner et mieux identifier les lacunes en termes de gouvernance de la MRS.

2018

Le GIEC publie son rapport SR15 qui aborde la MRS.

Une évaluation scientifique préparée pour les Parties au Protocole de Montréal aborde la MRS (2018).

Le Secrétaire général des Nations unies souligne les lacunes dans le droit de l'environnement quant à la géo-ingénierie dans un rapport à l'Assemblée générale des Nations unies.

La C2G2 publie un rapport sur les possibles conséquences de l'EDC et de la géoingénierie solaire sur la réalisation des ODD.

La C2G2 publie un résumé technique sur les lacunes de connaissances en termes de géoingénierie du climat, en lien avec la CDB.

2019

La toute 1ère résolution sur la géo-ingénierie (dont l'EDC et la MRS) est négociée lors de l'ANUE-4, mais n'aboutit pas à un accord.

Le GESAMP publie un rapport qui examine les techniques de géoingénierie proposées, dont la MRS.

La C2G2 offre une séance d'information sur la MRS et sa gouvernance lors d'une session officielle du Comité des représentants permanents de l'ANUE.

La C2G2 est renommée Carnegie Climate Governance Initiative (C2G).

2020

(Pandémie mondiale de COVID)

C2G organise 17 webinaires C2GLearn sur la MRS et sa gouvernance.

- Quelques avancées mondiales en termes de gouvernance de la MRS.[4]
- Quelques réalisations clés de la C2G en termes de gouvernance de la MRS.

4 Cette liste n'est pas exhaustive et ne constitue qu'une sélection indicative de réalisations notables.

2021

Le rapport du GTI du RE6 du GIEC aborde la MRS.

L'AGNU adopte la résolution 76/112 sur la protection de l'atmosphère, contenant des directives juridiques sur la MRS.

Le PMRC met en place une équipe de travail chargée de la recherche sur la MRS.

Le CDH adopte la résolution 48/14 qui demande la préparation d'un rapport sur l'effet des nouvelles technologies, dont la MRS sur la protection du climat.

Le rapport des académies nationales des sciences des États-Unis recommande un programme de recherche quinquennal sur la MRS doté de 100 à 200 millions USD.

L'Agence spatiale suédoise interrompt les expériences in situ prévues dans la stratosphère par le projet SCoPEx de Harvard suite à des objections de populations autochtones et d'ONG environnementales.

La National Intelligence Estimate des États-Unis constate que le risque d'une utilisation unilatérale de la géoingénierie augmente.

La C2G édite le 1er numéro spécial de la revue académique Global Policy : Gouvernance des approches de modification du climat, dont 6 articles sur la MRS et sa gouvernance.

La C2G rédige des pages d'apprentissage en ligne sur la MRS et sa gouvernance pour la plateforme SDG Helpdesk de la CESAP.

2022

Le rapport du GTIIet du GTIII du RE6 du GIEC aborde la MRS.

Les Parties à la Convention et au Protocole de Londres adoptent une déclaration soulignant le besoin d'évaluer les techniques de géoingénierie marine, dont la MRS.

Une évaluation scientifique préparée pour les parties au Protocole de Montréal comprend un chapitre sur la MRS.

Un groupe d'universitaires lance l'initiative « Accord de non-utilisation de la géoingénierie solaire », qui demande aux gouvernements d'interdire le financement des expériences et du développement de la MRS.

Le rapport des risques mondiaux du Forum économique mondial souligne les risques potentiels d'une MRS sans gouvernance.

Des articles que la C2G a encouragés sont cités dans le RE6 du GIEC.

La C2G organise 3 webinaires C2GLearn qui examinent comment le RE6 a abordé la question de la MRS et de sa gouvernance.

La C2G encourage le GESDA à organiser une table ronde sur la MRS, et d'inclure le sujet dans le rapport 2022 de GESDA.

2023

Le rapport de synthèse du RE6 du GIEC aborde la MRS.

Le PNUE publie « One Atmosphere : Une étude d'experts indépendants sur la recherche et le déploiement de la MRS ».

Le HLAB des Nations unies publie un rapport qui recommande la création d'un forum sur la gouvernance des technologies.

Le comité consultatif du CDH publie un rapport sur l'effet des nouvelles technologies pour la protection du climat.

L'UNESCO prépare un rapport sur l'éthique de l'ingénierie climatique, comprenant des recommandations sur la gouvernance de la MRS.

L'équipe du PMRC présente des recommandations à son Comité scientifique mixte sur la recherche en termes de MRS.

La directrice exécutive du PNUE invite les tats membres de l'ANUE à envisager la création d'un groupe d'experts ad hoc (AHEG) visant à l'amélioration de la compréhension de la science, des risques et des impacts environnementaux des technologies et des mesures de modification du climat, dont la MRS.

La Commission européenne annonce qu'elle soutient les efforts internationaux visant à évaluer les risques et les incertitudes liés à la MRS et les discussions sur un éventuel cadre international pour sa gouvernance.

À la demande du Congrès américain, la Maison-Blanche publie un rapport sur ce que devrait être programme de recherche sur la MRS, notamment la recherche et le cadre de gouvernance.

Une start-up américaine commence à lancer des ballons-sondes pour injecter des aérosols dans la stratosphère et vendre des « crédits de refroidissement ».

L'agence américaine NOAA commence des vols de recherche dans la stratosphère au-dessus de l'Arctique afin d'évaluer l'impact des interventions délibérées sur le climat comme la MRS.

Deux autres groupes d'universitaires publient des lettres en faveur d'une intensification de la recherche sur la MRS et d'une réflexion, d'une recherche et d'une évaluation de la MRS plus équilibrées et plus lucides.

Des articles que la C2G a encouragés sont cités dans le RE6 du GIEC.

Des articles que la C2G a encouragés sont cités dans l'examen d'experts indépendants du PNUE sur la MRS.

7. La mise en oeuvre en chiffres

200+
articles de presse et lettres à la rédaction publiés

La C2G et son travail ont été présentés dans des articles de presse dans le monde entier.

43

C2GLearn

Webinaires offrant les dernières informations et recherches sur les nouvelles approches de modification du climat et leur gouvernance, abordées de différents points de vue.

C2GDiscuss

Webinaires présentant des conversations approfondies entre différents experts sur certains des défis de gouvernance auxquels sont confrontés les décideurs, aujourd'hui et à l'avenir.

33

C2GTalks

Entretiens avec des professionnels éminents et des leaders d'opinion visant à explorer les défis de gouvernance soulevés par les approches de modification du climat.

2000+
messages sur les réseaux sociaux

30+
Contributions, ateliers ou rapports de conférence

7
rapports publiés

19 infographies
89 vidéos

30+
événements organisés

Participation
1350+
réunions

84
moisd'activité

21
Newsletters

78
Blogs

7
Tribunes libres dans des publications prestigieuses comme Foreign Policy, Politico et Science

26
Contributions à d'autres publications

940+
interlocuteurs

10
Réunions du groupe consultatif de la C2G

13
articles universitaires

Articles publiés dans des revues qui ont été encouragés par la C2G

publiés **30+** notes de politique
7 résumés des preuves

$14.318m
Financement

Financement total du travail de la C2G

7 donateurs

Donateurs du travail de la C2G

20
membres de l'équipe

Nombre de membres de l'équipe au cours de l'initiative

Aperçu de la mise en oeuvre

La section ci-dessous met en avant un aperçu de la mise en oeuvre de la C2G et des enseignements qui en ont été tirés. Ces informations sont déclinées en huit domaines thématiques :

- Inciter à un engagement plus inclusif
- Inciter au développement des connaissances
- Faciliter un apprentissage impartial sur un sujet controversé
- Entamer le dialogue avec des gouvernements
- Entamer le dialogue avec des processus intergouvernementaux
- S’engager auprès des régions du monde
- Faciliter l’apprentissage en ligne
- Résultats de l’évaluation indépendante

8. Aperçu de la mise en oeuvre: Inciter à un engagement plus inclusif

Dès les débuts de l'initiative, il est apparu clairement que bon nombre de groupes étaient, ou risquaient d'être, sous-représentés dans les discussions sur la gouvernance de l'EDC et de la MRS, notamment les femmes, les jeunes, les populations autochtones et les populations du Sud global. Consciente des différences de pouvoir entre les différents groupes de parties prenantes et désireuse d'inciter à l'engagement inclusif de différents acteurs (en particulier ceux qui ont été sous-représentés au fil de l'histoire), l'initiative a déployé des efforts spécifiques en faveur d'un engagement plus inclusif de ces acteurs.

Ce que nous avons mis en oeuvre

L'initiative a cherché à inciter à un engagement plus inclusif de plusieurs façons, notamment en:

- **Encourageant la représentation du Sud global lors des événements** – Par exemple, accélérer et financer la participation et la présence des acteurs du Sud global dans les événements internationaux, afin d'assurer une plus grande intégration des points de vue du Sud global et d'aider les personnes à construire leurs réseaux internationaux.

- **Sensibilisant les pays du Sud global** - En réexaminant sans cesse les pays fortement incités à s'engager, l'équipe a veillé à ce que les pays du Sud global soient bien impliqués tout au long du processus (voir « Les parties prenantes engagées », page 22).

- **S'associant avec des organisations du Sud global** – L'initiative s'est associée avec plusieurs organisations du Sud global pour produire des événements et des ateliers.

- **Veillant à ce que le Sud global participe à la production de contenus et de connaissances** – En commandant des supports de connaissances, l'initiative a exigé une forte participation du Sud global et une représentation équilibrée des genres dans la rédaction des documents.

- **Produisant des résumés sur mesure** – La C2G a produit des résumés sur mesure, en mettant l'accent sur des points spécifiques et en apportant des détails pertinents ou intéressants pour le public cible, par exemple, au moment d'engager des groupes du Sud global tels que le G77 et la Chine, les pays les moins avancés (PMA) et l'Alliance des petits États insulaires (AOSIS).

- **Veillant à une représentation socio-démographique diversifiée dans les panels des événements** – À l'heure de sélectionner et d'inviter des participants et des intervenants pour les événements de la C2G, celle-ci a déployé de grands efforts pour assurer une représentation socio-démographique diversifiée.

- **Veillant à une représentation socio-démographique diversifiée dans les outils de connaissance** – L'initiative a veillé à ce que les outils de connaissance, en particulier ses séries d'apprentissage en ligne C2GLearn, C2GDiscuss et C2GTalk, ainsi que son blog, reflètent une large représentation des points de vue.

- **Renforçant la capacité des jeunes à s'engager** – Afin de renforcer la représentation des jeunes, la C2G s'est activement investie auprès des réseaux de jeunes, elle a organisé des réunions et des ateliers destinés aux jeunes, a impliqué les jeunes dans le développement d'outils de connaissance, notamment dans ses séries d'apprentissage en ligne comme C2GTalk. Entre 2022 et 2023, la C2G a également conçu et mis en oeuvre un projet dédié à la jeunesse intitulé « Youth Voices for Emerging Climate governance » (La voix de la jeunesse pour une nouvelle gouvernance du climat).

- **Veillant à une représentation diversifiée au sein de l'équipe et du groupe consultatif** – L'initiative a recruté tous azimuts pour assurer une représentation socio-démographique plus forte au sein de son équipe et de son groupe consultatif afin qu'une plus grande palette de points de vue soit représentée dans la mise en oeuvre de l'initiative.

- **Différents points de vue sur l'EDC et la MRS** – L'initiative a activement engagé des intervenants ayant des points de vue différents pour qu'ils participent aux panels des événements et contribuent aux ressources d'apprentissage en ligne C2GLearn, C2GDiscuss et C2GTalk, ainsi qu'au blog de la C2G.

Ce que nous avons appris

- **Des défis systémiques** – Les biais systémiques qui ont prévalu par le passé et ceux qui prévalent encore dans les systèmes culturels, sociétaux et politiques font qu'il est difficile de parvenir à une diversité totale dans la pratique. Ces défis ne peuvent être relevés que jusqu'à un certain point dans le cadre d'initiatives telles que la C2G et doivent également être traités à la racine (par exemple, au sein des institutions, des processus et des systèmes eux-mêmes). Prendre conscience de ces préjugés et de ces défis est un point de départ important pour pouvoir les traiter. La C2G a, par exemple, déployé des efforts supplémentaires pour assurer une participation diversifiée dans les panels d'experts lors d'événements et parmi les contributeurs aux outils de connaissance et d'apprentissage.

- **L'inclusion demande des investissements** – Offrir de la diversité est un défi qui demande du temps et des ressources supplémentaires, mais qui s'accompagne d'avantages. Par exemple, à ses débuts, la C2G a réalisé qu'il y avait beaucoup moins d'experts de la MRS dans les pays du Sud global (la majorité des investissements dans la recherche étant faits par des institutions des pays du Nord). Pour garantir une participation d'experts diversifiés aux réunions internationales, la C2G a dû déployer des efforts ciblés afin d'identifier des acteurs du Sud global qui n'auraient peut-être pas été contactés ailleurs et d'encourager leur engagement. Des efforts similaires ont été nécessaires pour permettre un plus large engagement des acteurs de la jeunesse. Le travail de la C2G a ainsi permis le développement d'un réseau diversifié d'acteurs, susceptible d'être utilisé non seulement dans le cadre de l'initiative, mais aussi pour promouvoir une participation plus diversifiée dans le travail d'autres organisations et processus.

> Les jeunes étaient les grands absents des premières conversations sur la MRS, alors que ce sont eux qui ont le plus à gagner ou à perdre des décisions prises en matière de MRS dans les prochaines années. Pour en savoir plus sur la manière dont la C2G a cherché à remédier à cette situation par le biais de son projet « Youth Climate Voices », voir Récit d'apprentissage : Mobiliser la jeunesse, page 70.

9. Aperçu de la mise en oeuvre: Inciter au développement des connaissances

Il était primordial pour l'initiative de développer et d'encourager la production de connaissances de qualité, impartiales, accessibles et fiables afin de participer à la sensibilisation et à la compréhension et d'éclairer la prise de décision sur la gouvernance des approches de modification du climat. Consciente des risques de désinformation sur les questions d'EDC et de MRS en particulier, la C2G a consacré beaucoup de ressources et de temps aux activités de développement des connaissances. Ces activités se sont appuyées sur l'évolution de la compréhension scientifique et publique et sur les commentaires des interlocuteurs, ce qui a permis d'offrir en temps voulu une orientation stratégique essentielle pour mobiliser les principaux publics de l'initiative. Pour faciliter une large utilisation et une adoption mondiale, de nombreux outils ont été réalisés en quatre langues.

Ce que nous avons fourni

L'initiative a cherché à favoriser le développement des connaissances et la compréhension de plusieurs manières, notamment en:

- **Créant des contenus pour les outils de connaissance de la C2G** – La C2G a rédigé et publié une série d'outils de connaissance visant à informer les publics cibles de l'état actuel des connaissances afin de permettre l'apprentissage et de faire comprendre la science ainsi que les différents points de vue des différentes parties prenantes. Les outils ont été adaptés à différents publics. De courtes notes politiques sur des sujets spécifiques et des notes d'information adaptées à des publics spécifiques ont été produites pour donner une vue d'ensemble de qualité, qui s'accompagnait de résumés des preuves et de résumés techniques plus détaillés fournissant plus d'informations et indiquant les principales sources de données factuelles. Une série d'outils d'apprentissage en ligne - C2GLearn, C2GDiscuss et C2GTalk - ainsi que de fréquents articles de blog ont été produits pour apporter des informations approfondies émanant d'experts externes et de parties prenantes (voir la section ci-dessous sur la facilitation de l'apprentissage en ligne). Une série d'infographies a également été produite, qui résumait des questions complexes en un seul graphique plaisant à regarder.

- **Contribuant à des contenus destinés à des outils de connaissance d'organisations externes** – Une fois que la C2G a eu assis sa réputation, elle a reçu de fréquentes demandes de contribution (ou de révision) des produits d'organisations externes. Par exemple, à l'invitation du CESAP des Nations unies, l'initiative a fourni des pages de ressources en ligne sur l'EDC et la MRS à la plate-forme « SDG Helpdesk » (objectifs de développement durable) des Commissions, et a contribué aux contenus sur l'EDC à l'occasion de l'examen régional 2022 sur les ambitions de l'action climatique. La C2G a également contribué à un article sur la MRS et les ODD dans le cadre d'un rapport du groupe de travail inter-institutions des Nations unies (IATT) sur la science, la technologie et l'innovation (STI), publié en tant que contribution au forum STI des Nations unies

en 2021. À la demande de l'International Risk Governance Center (IRGC), la C2G a rédigé un bref article présentant un cadre risque-risque pour la MRS, qui a inspiré la commande d'un rapport de la C2G. Les auteurs de ce rapport ont ensuite introduit le concept dans une étude d'experts qu'ils ont conjointement rédigée pour le PNUE en 2023. La C2G a également commandé et contribué à des publications adaptées à des régions mondiales spécifiques (voir Aperçu de la mise en oeuvre : s'engager auprès des régions du monde, page 46).

- **Rédigeant et commandant des contenus visant à combler le manque de connaissances** – En s'appuyant sur son action auprès des scientifiques et des responsables politiques, l'équipe de la C2G a identifié un certain nombre de domaines dans lesquels le manque de connaissances pourrait freiner le développement d'une gouvernance efficace en matière d'EDC et de MRS. L'initiative a donc conceptualisé et commandé un certain nombre de rapports pour combler ces lacunes. Les auteurs des rapports ont été choisis en fonction de leur expertise et de leur réputation, mais aussi pour assurer - dans la mesure du possible - un équilibre dans la composition des auteurs (notamment en termes de genres et de provenance géographique). Les rapports traitent de sujets tels que L'élimination du carbone et la géo-ingénierie : *potentielles conséquences sur la réalisation des ODD* (2018) ; *Gouvernance de l'élimination du dioxyde de carbone à grande échelle : sommes-nous prêts ?* (2018), avec une mise à jour de ce document (2021) ; *Géo-ingénierie : le besoin de gouvernance* (2019) ; *Options pour promouvoir l'élimination du dioxyde de carbone* (2020) ; *Modification du rayonnement solaire : lacunes et défis en matière de gouvernance* (2021) ; et *Modification du rayonnement solaire : une analyse risque-risque* (2021).

- **Commandant des articles académiques** – Sachant que les connaissances présentées dans les articles universitaires garantissent le bon niveau de qualité requise par certains gouvernements et processus intergouvernementaux tels que les évaluations du GIEC, la C2G a également apporté son soutien à la publication d'une série d'articles publiés dans des revues universitaires de haut niveau. Il s'agit notamment de deux articles examinant, respectivement, les conséquences de l'EDC et de la MRS sur la réalisation des ODD et de dix articles publiés dans un numéro spécial C2G de la revue *Global Policy*. Bon nombre de ces articles ont ensuite été cités dans des rapports et des évaluations tels que le Sixième rapport d'évaluation du GIEC.

Ce que nous avons appris

Les outils de connaissance sont plus efficaces lorsqu'ils sont :

- **Axés sur un objectif** – Les outils de contenus et de connaissance sont élaborés en fonction d'un objectif clair et d'un public cible. Certaines des ressources de connaissances les plus utiles et les plus prisées de la C2G ont été élaborées en réponse directe aux demandes d'interlocuteurs participant au travail de sensibilisation de l'initiative.
- **Factuels** - Le contenu est basé sur des données factuelles transparentes, de qualité et mises à jour qui proviennent de sources crédibles et fiables, à l'épreuve d'un examen minutieux. Cela demande des investissements supplémentaires (par exemple, des processus de révision par des tiers, un conseiller scientifique spécialisé).
- **Équilibré et impartial** – Il faut veiller à ce que le contenu soit (dans la mesure du possible) basé sur un ensemble équilibré et impartial de sources et de types de connaissances. Cela peut être renforcé par l'engagement d'une diversité d'auteurs ou de contributeurs au contenu.
- **Besoin de conseils scientifiques spécialisés** – La C2G a eu à ses côtés, du début à la fin, des conseillers scientifiques spécialisés qui ont pu être sollicités en tant qu'auteurs, conseillers techniques et chercheurs pour veiller à ce que le contenu de la C2G soit fiable et de qualité.
- **Processus de révision** – Mettre en place des processus de révision internes (et dans certains cas externes) rigoureux est essentiel pour garantir un contenu fiable et de qualité.
- **Ressources de la C2G utilisées par d'autres**– Les infographies ont servi d'outils de mobilisation et ont été reprises et utilisées par des parties prenantes influentes (qui n'étaient pas directement associées à la C2G) lors de présentations sur le sujet lors d'événements. Nous avons donc publié le contenu sous licence Creative Commons et conçu des infographies agrémentées de logos discrets qui permettent une utilisation hors du cadre de notre initiative.
- **Enquête auprès des parties prenantes de la C2G** - 80 % des personnes interrogées dans le cadre de l'enquête auprès des parties prenantes de la C2G nous ont dit qu'elles pensaient que la C2G apportait des informations crédibles et fiables sur l'EDC et la MRS.[5]

L'une des principales fonctions de la C2G a été de fournir des informations impartiales, de qualité, accessibles et fiables afin d'éclairer la prise de décision sur la gouvernance de ces techniques de modification du climat. Pour en savoir plus sur la façon dont la C2G a comblé les lacunes en matière de connaissances, voir Récit d'apprentissage : Accélérer l'apprentissage grâce à des outils de connaissance, page 54.

5 L'enquête générale auprès des parties prenantes de la C2G a été réalisée en collaboration avec l'évaluateur indépendant de la C2G, Ian. C. Davis Conseil Inn. L'enquête a été ouverte aux soumissions pendant 10 semaines, de novembre 2020 à janvier 2021, et a été gérée par une plate-forme d'enquête en ligne. Le questionnaire de l'enquête générale a été envoyé par courriel essentiellement aux personnes qui se sont engagées d'une manière ou d'une autre aux côtés de la C2G, de ses produits ou de ses activités, et qui figuraient dans la liste de diffusion de la C2G. La participation à l'enquête a également été encouragée sur les comptes de réseaux sociaux de la C2G. Les réponses ont été analysées et rapportées par Ian. C. Davis Conseil Inn.

10. Aperçu de la mise en oeuvre: Faciliter l'apprentissage impartial sur un sujet controversé

Consciente des grandes incertitudes, des manques de connaissances et du discours controversé sur l'EDC et la MRS, et consciente du pouvoir des biais inconscients, la C2G a vite pris comme pierre angulaire de son approche la facilitation d'un apprentissage pouvant être considéré impartial et fiable. Nous espérions qu'en misant fermement sur l'impartialité et l'inclusivité, notre initiative pourrait non seulement fournir à son public des informations fiables et transparentes, mais aussi, ce faisant, créer une plate-forme plus large qui encourage et permette à un plus grand nombre d'acteurs aux points de vue différents de s'investir.

Ce que nous avons mis en oeuvre

L'initiative a cherché à faciliter l'apprentissage impartial de plusieurs façons, notamment en:

- **Promouvant un langage et une terminologie impartiaux** - Dès le début de l'initiative, il est clairement apparu que le choix du langage et de la terminologie utilisés dans les déclarations publiques et les outils de connaissance était essentiel pour promouvoir l'impartialité. Par exemple, une expression comme *« …pour discuter de l'opportunité du déploiement de la MRS »* pouvait facilement être mal interprétée et insinuer un biais inavoué en faveur du déploiement. L'équipe s'est donc montrée plus sensible à la sémiotique ou aux répercussions sous-jacentes de la forme et du fond de ses propos et a reformulé ces phrases en *« … pour débattre de l'opportunité du déploiement ou du non-déploiement de la MRS »*. L'équipe a de plus en plus perçu que des termes comme « géo-ingénierie » pouvaient également faire douter de son impartialité et elle a donc adapté son langage en conséquence.

- **Promouvant l'impartialité dans les outils de connaissance** - La C2G a utilisé trois méthodes principales pour promouvoir l'impartialité dans ses propres outils de connaissance (et dans ceux des autres). Tout d'abord, les sources de données probantes ont toujours été référencées en toute transparence, en privilégiant dans la mesure du possible les évaluations de qualité (comme celles du GIEC) et la représentation d'un ensemble équilibré de points de vue (par exemple, en indiquant les sources de données provenant de partisans et d'opposants à la technologie). Deuxièmement, lorsqu'elle a demandé à des auteurs d'élaborer des outils de connaissance, la C2G a fait une évaluation et une sélection actives pour veiller à une large représentation des points de vue (par exemple, le genre, la provenance géographique/la culture, le point de vue sur la technologie). Cette approche a par exemple demandé aux auteurs du Sud global et des pays du Nord de s'engager et de collaborer, ce qui a amélioré la diversité et la qualité des résultats. Troisièmement, le processus de révision et d'édition des outils a été une étape essentielle pour garantir l'utilisation d'un langage impartial. L'équipe a développé une sensibilité à cette question au fil du temps et, outre la révision des productions internes, elle a également engagé des experts externes dans un processus de révision en double aveugle pour ses résumés des preuves. Cela a permis non seulement de garantir la qualité des produits finaux, mais aussi d'identifier les termes et les contenus qui n'étaient pas impartiaux (ou qui pouvaient être perçus comme tels).

- **Faisant entendre différentes voix** - La C2G a mis en place un autre processus pour promouvoir l'impartialité à travers ses activités et ses outils d'apprentissage, à savoir veiller à ce que les contributeurs reflètent toute une gamme de points de vue. Dans la pratique, cela s'est traduit par la sélection minutieuse des intervenants et des invités, des experts pour les webinaires, des personnes à interviewer pour les podcasts et des auteurs pour les blogs ou les articles invités. Ceci a été fait afin de faire entendre un large ensemble de voix (voir également Aperçu de la mise en oeuvre : Faciliter l'apprentissage en ligne page 48). Par exemple, en encourageant la parité des genres dans les équipes d'auteurs des articles sélectionnés pour le numéro spécial C2G dans la revue *Global Police*, l'équipe a réussi à atteindre une parité de 50/50 entre les autrices et les auteurs. Promouvoir la diversité des points de vue en termes de genre, provenance géographique, culture et âge parmi ces voix, ainsi qu'une large gamme de points de vue sur la technologie elle-même a été particulièrement chronophage. L'équipe a également fréquemment réexaminé ses contenus, en adaptant la diffusion future si nécessaire, afin de garantir qu'au fil du temps, l'initiative fournisse une plate-forme qui reflète toute une gamme de voix.

Ce que nous avons appris

- **Protocoles du langage et de la terminologie** – Afin d'éviter les malentendus sur les intentions de la C2G pouvant provenir du langage et de la terminologie utilisés, l'équipe a créé un protocole interne, des processus de révision internes et un glossaire en ligne pour veiller à la cohérence et à l'impartialité véhiculées par le langage de ses productions.

- **Des communications sur mesure** - Afin de sensibiliser un grand nombre d'acteurs à ces sujets controversés et les aider à mieux les comprendre, la C2G a consacré beaucoup de temps et d'énergie à réfléchir à la meilleure façon d'entamer les discussions avec ses interlocuteurs au sein des différentes organisations et dans différents contextes. En cernant leurs intérêts ou leur mandat, la C2G a pu mieux personnaliser ses communications et ses outils pour garantir la pertinence du sujet pour leurs agendas respectifs et catalyser plus efficacement l'apprentissage.

- **Promouvoir la diversité des auteurs** - Demander aux équipes des auteurs des outils de connaissance de la C2G de garantir la diversité (par exemple en termes de genre, provenance géographique et appartenance culturelle) nous a permis de tirer deux précieuses leçons. La première est qu'il y a un manque d'experts dans le Sud global sur ce sujet et la deuxième est qu'en faisant se rencontrer différentes équipes, nous avons pu forger et renforcer des relations entre différents auteurs et autrices qui continueront, nous l'espérons, de collaborer à l'avenir et à tirer des bénéfices mutuels de leurs travaux respectifs.

- **Révision des contenus** – La révision en interne n'est pas toujours suffisante. Dans le contexte d'une science qui évolue sans cesse – et qui n'a pas encore fait l'objet d'une évaluation fiable ou n'a fourni qu'un seul point de vue -, l'équipe a jugé important d'avoir recours à des évaluateurs experts externes chargés de veiller, dans la mesure du possible, à ce que différents points de vue scientifiques soient reflétés.

- **Enquête auprès des parties prenantes de la C2G** – 67 % des personnes interrogées dans le cadre de l'enquête auprès des parties prenantes de la C2G ont déclaré penser que la C2G avait apporté des informations impartiales sur l'EDC et la MRS.

11. Aperçu de la mise en oeuvre: Entamer le dialogue avec des gouvernements

Étant les institutions fondatrices de la gouvernance internationale – ainsi que les acteurs qui définissent l'agenda international - les gouvernements ont été le premier public que l'initiative a cherché à impliquer dans son travail. Afin d'investir le plus efficacement possible le temps et les ressources limités de l'initiative, l'équipe a évalué et classé par ordre de priorité les principaux gouvernements cibles en se basant sur des critères comme le rôle géopolitique et la vulnérabilité aux impacts climatiques. L'équipe a fait preuve de stratégie, en ciblant d'abord les pays cibles qui semblaient ouverts au dialogue dès le départ, puis en approchant systématiquement et stratégiquement d'autres pays au fil du temps. De nombreux gouvernements ont été sollicités à plusieurs reprises, en ligne et en personne, dans les capitales des pays, lors de réunions internationales et dans des centres géopolitiques comme les Nations unies à New York, Genève et Nairobi.

Ce que nous avons mis en oeuvre

L'initiative a cherché à catalyser l'apprentissage et les discussions entre les gouvernements de plusieurs manières, notamment avec :

- **Des réunions bilatérales** – En s'appuyant sur les relations existantes et en forgeant un grand nombre de nouvelles relations au fil du temps, l'équipe a déployé des efforts considérables pour rencontrer les gouvernements de manière bilatérale. Les réunions ont souvent été précédées et suivies de lectures pertinentes de documents rédigés ou recommandés par la C2G.

- **Organisation d'événements** – Un grand nombre de réunions d'information, d'ateliers et d'autres événements ont été organisés ou organisés en collaboration, souvent sur invitation seulement. Y ont participé des experts respectés qui ont apporté des informations fiables aux gouvernements présents. Les événements ont souvent été précédés et suivis de lectures pertinentes de documents rédigés ou recommandés par la C2G. En plus des différentes réunions d'information de ce type ayant eu lieu à New York à l'intention des représentants gouvernementaux des Nations unies, la C2G s'est également associée avec des acteurs intergouvernementaux, dont le PNUE et le Secrétariat de la CDB, pour organiser des séances d'information destinées aux représentants et à leurs conseillers. La C2G a également été de plus en plus souvent conviée à organiser ces réunions et ces événements à l'intention des gouvernements ou des groupes de représentants gouvernementaux tels que le Groupe des négociateurs africains sur le climat, le G77 et le Groupe de la Chine à Genève et à New York.

- **Des outils de connaissance personnalisés** – En plus des outils de connaissance générale, la C2G a produit, souvent à la demande de gouvernements ou de groupes de gouvernements, et parfois en collaboration avec des organisations intergouvernementales (OIG) régionales, des résumés personnalisés qui apportaient des informations spécifiques et détaillées utiles au public cible ou présentant un intérêt aux yeux de celui-ci.

Ce que nous avons appris

- **Instaurer la confiance** – Pour mobiliser les gouvernements sur une question aussi controversée - et peu connue – il fallait instaurer la confiance en la C2G en tant qu'intermédiaire honnête. La réputation de l'équipe chevronnée de la C2G (qui a travaillé pour les Nations unies et les OSC) ainsi que les relations existantes avec certains interlocuteurs ont constitué une bonne base pour aller dans ce sens. Par ailleurs, l'affirmation et la démonstration de la position impartiale de la C2G, véhiculée par son langage, ses outils et ses activités, ainsi que le soutien apporté sans chercher à obtenir une visibilité ou un crédit institutionnel, ont également contribué à rassurer. L'équipe a aussi consacré beaucoup de temps aux réunions en face-à-face avec les interlocuteurs, ce qui a permis de renforcer la confiance et de nouer des relations qui ont amélioré la crédibilité de la voix et du message de la C2G.

- **Être un bon facilitateur** – L'initiative s'est efforcée de jouer un rôle de facilitateur dans la plupart des réunions d'information et a convié des experts de confiance à apporter leur contribution. Cela s'est avéré être un moyen efficace de mobiliser le public et d'instaurer un climat de confiance.

- **Lieux et interlocuteurs** - Entamer le dialogue avec des interlocuteurs dans les capitales des pays et avec leurs représentants diplomatiques dans le cadre des processus des Nations unies (par exemple à New York, Genève ou Nairobi) a permis une communication cohérente et

personnalisée par le biais de différents canaux. Cela a renforcé la compréhension et l'adhésion des gouvernements à l'importance des questions soulevées par la C2G. Disposer d'une équipe suffisante et diversifiée pour entamer le dialogue avec des interlocuteurs à différents niveaux de responsabilité et en respectant une certaine ligne linguistique et culturelle, a également permis un engagement efficace.

- **Des contenus ciblés** - Cibler et personnaliser ces événements aux interlocuteurs, qu'ils soient des acteurs politiques de haut niveau (couvrant les messages principaux et les dimensions politiques) ou conseillers techniques (couvrant les aspects scientifiques ou de gouvernance les plus récents), a pu faciliter l'apprentissage de manière plus complète car les gouvernements se sont plus fortement engagés.

- **Argumenter et expliquer au bon niveau** - L'équipe a rapidement découvert que les niveaux de compréhension variaient considérablement d'un interlocuteur gouvernemental à l'autre. La compréhension technique et politique élémentaire de l'EDC et de la MRS était bien souvent très faible. Des flous entourant la définition exacte de la MRS (est-ce lié à l'énergie solaire ? à la modification de la météo ?) ou de l'EDC (captage et stockage du carbone ou simple boisement ?) ont obligé l'équipe à être attentive au niveau de compréhension et à présenter clairement les éléments de discussion et les informations complémentaires afin d'intéresser certains interlocuteurs gouvernementaux.

- **Ouvrir la porte à l'EDC** - De nombreux gouvernements ont été peu enclins à entamer le dialogue avec l'équipe sur la MRS ou ont trouvé le sujet trop invraisemblable ou trop théorique pour mériter d'être envisagé dans l'immédiat. Dans ces cas-là, l'équipe s'est d'abord penchée sur les questions (moins controversées et plus saillantes sur le plan politique) de l'EDC et de sa gouvernance, non seulement pour traiter ce sujet en tant que tel, mais aussi pour nouer, avec les gouvernements, des relations susceptibles de servir par la suite à sensibiliser aux défis de gouvernance soulevés par la MRS.

- **Apprentissage en groupes** - Réunir plusieurs acteurs dans des dialogues de groupe sous la forme de réunions d'information ou d'événements visant l'apprentissage a permis aux gouvernements d'éviter de donner l'impression qu'ils avaient une position politique particulière et leur a également permis de jauger les points de vue d'autres gouvernements et d'entamer le dialogue avec eux sur ces sujets.

- **Patience et persévérance** – Certains gouvernements ne pouvaient pas, au départ, s'engager facilement sur les sujets controversés abordés par la C2G et les préoccupations liées aux risques politiques ainsi que l'aléa moral ont suscité la méfiance de certains interlocuteurs. La sensibilité à ces préoccupations, la discrétion quant à la manière et au moment de s'engager et l'adoption d'uneapproche à long terme ont permis aux interlocuteurs de s'investir et d'apprendre à un rythme qui leur convenait. La patience et la persévérance ont généralement été payantes puisque, avec le temps, la plupart des interlocuteurs ont été plus enclins à s'engager.

Afin de favoriser le débat entre les gouvernements sur le besoin de renforcer la gouvernance sur les technologies de modification du climat, l'un des principaux objectifs du travail de la C2G était d'inscrire la question sur l'agenda des organes intergouvernementaux compétents. Pour en savoir plus sur la façon dont C2G a encouragé la discussion à l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement, voir Récit d'apprentissage : Inciter à la gouvernance lors de la 4e session de l'ANUE page 63.

12. Aperçu de la mise en oeuvre: Entamer le dialogue avec les processus intergouvernementaux

Forums essentiels pour les discussions et la prise de décision en matière de gouvernance internationale, les organisations et processus intergouvernementaux ont été une autre voie de mobilisation stratégique pour l'initiative. Afin d'investir au mieux le temps et les ressources limités dont disposait l'initiative, l'équipe a évalué et classé par ordre de priorité les principaux processus et OIG cibles à impliquer. De nombreuses OIG et processus ont été engagés directement, de la même façon que les gouvernements (voir section précédente), tandis que d'autres ont été engagés pour répondre à la demande des OIG ou des processus eux-mêmes ou grâce aux opportunités qu'ils/elle offraient.

Ce que nous avons mis en oeuvre

L'initiative a cherché à accélérer l'apprentissage et l'engagement de plusieurs manières, notamment en:

- **Contribuant au contenu des consultations et des processus officiels** - L'initiative a apporté des contributions exhaustives à de nombreux processus de consultation et d'examen, dont beaucoup ont abouti à l'inclusion de données factuelles ou de questions clés qui auraient pu être mises de côté autrement. La C2G a par exemple contribué à la consultation sur la stratégie de la Décennie des Nations unies pour la restauration des écosystèmes, en soulignant les principales données factuelles sur la gouvernance de l'EDC citées dans les récents rapports du GIEC. La question a

ensuite été inscrite dans la stratégie. En 2018, l'initiative a apporté une contribution écrite au Dialogue de Talanoa et, en 2020, une affiche multimédia au 12e Dialogue sur la recherche dans le cadre de la CCNUCC, soulignant les défis de gouvernance posés par l'EDC. En 2022, la C2G a contribué à un rapport préparé pour le Conseil des droits de l'homme et à un rapport préparé par le Conseil consultatif de haut niveau sur le multilatéralisme (HLAB) du Secrétaire général des Nations unies, qui comprenait donc des recommandations sur la gouvernance de la MRS.

- **Collaborant avec des OIG** - L'initiative a directement entamé le dialogue avec un certain nombre d'OIG pour améliorer les connaissances et la compréhension quant à la gouvernance de l'EDC et de la MRS. Par exemple, en 2017/2018, la C2G a organisé, en collaboration avec le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique (CDB), un atelier de deux jours avec les conseillers gouvernementaux de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques (OSASTT) afin d'aider à résoudre un problème souligné dans les récentes décisions de la CDB. L'atelier a attiré de nombreux participants et a non seulement fait bénéficier l'OSASTT de l'avis d'experts internationaux sur les évolutions récentes, mais a aussi permis de dresser une liste des lacunes à combler en termes de connaissances et de gouvernance - fournissant un futur agenda de recherche voué à renforcer la gouvernance. Ensuite, en 2018, la C2G a travaillé avec le PNUE pour fournir une note d'information destinée au Comité des représentants permanents à l'Assemblée des Nations unies pour l'Environnement (ANUE) ayant eu lieu à Nairobi ; y figuraient des informations contextuelles tombant à point nommé pour éclairer la discussion sur une résolution sur la gouvernance de la géo-ingénierie qui serait débattue quelques mois plus tard lors de la réunion de l'ANUE-4.

Ce que nous avons appris

- **Collaborer avec des acteurs de confiance** – Travailler avec des organisations intergouvernementales et des secrétariats de processus intergouvernementaux s'est avéré être un moyen efficace d'améliorer la compréhension et d'encourager les gouvernements engagés dans ces processus à prendre en compte les questions soulevées par la C2G.

- **La connaissance seule ne suffit pas toujours** – L'atelier, organisé conjointement avec le secrétariat de la CDB, a réuni des représentants de l'OSASTT et de la CDB. Ses contributions (identification des lacunes en termes de connaissances et de gouvernance) ont été approfondies, instructives et bien accueillies par les représentants de l'OSASTT et le secrétariat, qui ont estimé qu'elles permettaient d'étoffer les connaissances et la compréhension. Mais bien que les résultats aient été présentés aux Parties, il n'a pas été possible d'attirer suffisamment l'attention de celles-ci pour encourager d'autres actions, compte tenu des nombreux autres défis urgents à relever dans le cadre de l'agenda de la biodiversité.

Pour encourager la discussion entre les gouvernements sur le besoin d'améliorer la gouvernance des technologies de modification du climat, la C2G s'est fixé comme objectif principal d'inciter les gouvernements à mettre la question sur l'agenda des organes intergouvernementaux compétents. Pour en savoir plus sur la manière dont la C2G a mobilisé le Programme des Nations unies pour l'Environnement, voir Récit d'apprentissage : Travailler avec le Programme des Nations unies pour l'Environnement, page 61.

13. Aperçu de la mise en oeuvre: S'engager auprès des régions du monde

La C2G ne s'est pas contentée de mobiliser les gouvernements individuels et les organisations et processus intergouvernementaux avec lesquels elle travaille à l'échelle internationale, mais a aussi incité des acteurs régionaux à servir d'intermédiaires avec des gouvernements et autres acteurs de la région. Créer et consolider des relations fécondes avec des forums régionaux tels que les commissions régionales des Nations unies s'est avéré fructueux et la C2G a cultivé ces relations pour favoriser l'apprentissage et le dialogue sur la gouvernance de l'EDC et de la MRS aux différentes échelles régionales.

Ce que nous avons mis en oeuvre

L'initiative a cherché à catalyser l'apprentissage et l'engagement dans les régions de plusieurs manières, notamment en:

- **Organisant conjointement des événements** – La C2G a collaboré avec les commissions régionales des Nations unies et les OSC pour organiser des événements dans les régions du monde et à l'échelle internationale. En 2021, la C2G a par exemple réuni, dans le cadre du dialogue de haut niveau des Nations unies sur l'énergie, les secrétaires exécutifs des cinq commissions régionales pour le premier dialogue de haut niveau sur le rôle de l'EDC. Cette collaboration a débouché sur une déclaration conjointe des cinq secrétaires exécutifs, appelant à une meilleure coopération régionale pour développer l'EDC. En 2022, la C2G a collaboré avec l'Institut interaméricain de recherche sur les changements à l'échelle mondiale (IAI), basé dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes (ALC), pour organiser un événement accueilli par le gouvernement de la Jamaïque et l'université des Indes occidentales et qui visait à promouvoir l'apprentissage de la science et de la gouvernance liées à la MRS. L'événement a suscité un changement notable des points de vue des participants quant à l'importance que revêt la recherche sur la MRS pour la région ALC. En Afrique, la C2G a commencé à collaborer en 2018 avec la Commission de l'Union africaine et la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA) par le biais d'événements de sensibilisation et d'apprentissage, comprenant notamment les réunions annuelles de la Conférence sur le changement climatique et le développement en Afrique (CCDA), ce qui s'est traduit par une plus grande sensibilisation et une meilleure prise en compte de la question dans plusieurs forums ministériels africains.

- **Commande conjointe d'outils de connaissance** – Parmi les autres collaborations avec les commissions régionales des Nations unies, citons la commande conjointe de rapports sur l'EDC et la MRS dans la région ALC, qui ont ensuite été publiés par la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), ainsi que l'incitation faite à la CEPALC et à la CEA à produire des outils interactifs afin d'identifier le rôle que peut jouer l'EDC dans la réalisation des objectifs de développement dans leurs régions respectives.

- **Contribuant aux ressources et publications régionales** – À la demande de certaines commissions régionales des Nations unies, la C2G a également contribué aux ressources et publications régionales. Par exemple, à la demande de la CESAP, l'équipe a soigneusement sélectionné des informations et des pages d'apprentissage en ligne sur la gouvernance de l'EDC et de la MRS pour la plate-forme SDG Helpdesk de la région, visant à orienter les utilisateurs de la région vers des données factuelles et des ressources d'apprentissage. L'équipe a également contribué à la publication *2022 Review of Climate Ambition in Asia and the Pacific* (Examen de l'ambition climatique en Asie et dans le Pacifique). En 2022, la C2G a également contribué à un chapitre sur l'EDC dans une publication de la CEPALC intitulée *« Nature-based Solutions and Carbon Dioxide Removal »* (Solutions fondées sur la nature et élimination du dioxyde de carbone).

- **Encourageant le travail et les activités dans la région** – L'engagement sans faille de la C2G dans la région ALC a par exemple conduit à la création d'un axe de travail au sein de la commission régionale, ainsi qu'à une collaboration interinstitutionnelle entre la CEPALC et l'IAI qui ont ainsi pu conjuguer leurs efforts respectifs à l'échelle régionale. L'engagement permanent de l'initiative dans l'Union européenne et auprès de la Commission européenne a également accéléré l'apprentissage lié à l'EDC et à la MRS et le besoin d'une gouvernance plus efficace, des sujets qui ont ensuite pris plus d'ampleur dans la politique et les investissements de la Commission. La C2G a également contribué à sensibiliser les parties prenantes concernées dans la région arctique en organisant des événements dans le cadre de l'Arctic Circle Assembly (Assemblée du Cercle arctique) en 2019 et 2021, en produisant des outils de connaissance spéciaux et en s'investissant de manière bilatérale avec plusieurs acteurs dans la région.

Ce que nous avons appris

- **Une voie d'accès vers l'engagement régional** - Travailler avec des organisateurs régionaux et des organisations telles que les commissions régionales des Nations unies nous a offert une voie d'accès efficace vers les gouvernements de ces régions respectives et nous a aidés à favoriser l'apprentissage et l'engagement à l'échelle régionale.

- **Combler les manques de capacité** – Si les commissions régionales ont fait preuve de la volonté politique et de l'intérêt nécessaires pour faire avancer ces questions, leur capacité à le faire était souvent limitée par des contraintes budgétaires et des ressources humaines restreintes. La capacité de la C2G à soutenir indéfectiblement l'organisation des événements et à offrir des outils de connaissance faisant avancer ces questions à l'échelle régionale a été déterminante.

- **Variations régionales** - Chaque interlocuteur régional avait ses propres circonstances et ses propres pratiques qui déterminaient la nature et la rapidité avec lesquelles les questions étaient abordées dans la région. La C2G a dû adapter ses programmes de sensibilisation à ces variations régionales pour garantir l'engagement le plus efficace possible dans chaque cas.

La C2G a eu vocation de travailler à l'échelle planétaire, eu égard aux conséquences transfrontalières et mondiales des techniques de modification du climat. Mais il y a également des éléments locaux, régionaux et nationaux à prendre en compte qui sont tout aussi urgents - sinon plus - pour les responsables politiques qui réfléchissent à la gouvernance de ces nouvelles techniques. Pour en savoir sur la façon dont la C2G a travaillé avec des acteurs régionaux, voir Récit d'apprentissage : Travailler avec des acteurs régionaux en Amérique latine et dans les Caraïbes ainsi qu'Europe, page 57.

14. Aperçu de la mise en oeuvre: Faciliter l'apprentissage en ligne

C2GTalk is a series of interviews with influential practitioners and thought leaders, to explore the governance challenges raised by climate-altering

C2GLearn provides the latest information and research about emerging climate-altering approaches and their governance, from varying

C2GDiscuss moderates in-depth conversations between diverse experts on some of the governance challenges facing decision-makers,

Dès ses débuts, la C2G a été présente en ligne notamment avec son site web et ses comptes sur les réseaux sociaux où elle a partagé des informations et encouragé l'apprentissage. Cette présence a ensuite été renforcée pendant la pandémie de COVID-19, lorsque les restrictions de voyage ont rendu le dialogue en face-à-face de plus en plus difficile, voire impossible pendant un certain temps. Les ressources d'apprentissage en ligne sont également devenues un moyen de plus en plus efficace de promouvoir l'apprentissage auprès du public cible de la C2G.

Ce que nous avons mis en oeuvre

L'initiative a cherché à faciliter l'apprentissage en ligne de différentes façons, notamment en:

- **Réalisant des webinaires pédagogiques** – C2GLearn a été élaboré comme une série d'événements en ligne gratuits, conçus pour faciliter l'apprentissage sur l'EDC, la MRS et leur gouvernance. Voyant la participation d'experts et de professionnels internationaux de premier plan, les événements se composaient de webinaires formels et de « campfire chats » (discussions autour du feu de camp) informelles, organisés régulièrement tout au long de l'année et qui offraient des sessions de questions/réponses. Cette série ne visait pas à dispenser un enseignement, mais plutôt à susciter une première série de questions ainsi qu'un investissement plus large de la société sur les choix difficiles qui se profilent. Les réponses à l'enquête menée après les 13 premiers événements C2GLearn ont indiqué que 95 % des participants étaient satisfaits des intervenants et des présentations, 83 % de l'animation et de la discussion, 87 % ont déclaré avoir appris quelque chose et 78 % ont dit qu'ils pourraient faire le lien ou appliquer ce qu'ils avaient appris dans leur propre travail. Les épisodes de C2GLearn étaient d'une telle qualité et suscitaient un tel intérêt qu'a été donné un accord de principe permettant à la série d'être développée sur la plate-forme UN:CC Learn du Partenariat pour l'apprentissage des Nations unies sur les changements climatiques.

- **Réalisant des webinaires avec des discussions de groupe** – C2GDiscuss a été conçu comme une série de conversations approfondies, animées par un modérateur, entre différents experts sur des défis de gouvernance soulevés par l'EDC et la MRS. La série visait à encourager des dialogues constructifs sur certaines des questions les plus difficiles auxquelles sont confrontés les responsables et décideurs en matière de changement climatique, aujourd'hui et à l'avenir.

- **Réalisant des entretiens individuels** – C2GTalk a été conçu comme une série d'entretiens individuels avec des professionnels influents et des leaders d'opinion, afin d'explorer les défis de gouvernance soulevés par l'EDC et la MRS. Les discussions ont porté sur une série de questions éthiques, culturelles, économiques et politiques, tout en restant ancrées dans les expériences pratiques et personnelles des personnes interviewées.

- **Produisant des vidéos explicatives** - Connaissant l'intérêt des courtes vidéos pour faciliter l'apprentissage des questions complexes et difficiles soulevées par la gouvernance de l'EDC et de la MRS, la C2G a élaboré une série de courtes vidéos explicatives qui font passer de manière concise certains des principaux messages de la C2G.

- **Rédigeant avec soin le blog de la C2G -** Le blog de la C2G est un autre canal important qui offre une plate-forme où se font entendre différentes voix et différents points de vue sur la gouvernance de l'EDC et de la MRS. Le blog comportait des articles réguliers rédigés aussi bien par des membres de l'équipe de la C2G que par des invités provenant d'un grand nombre de parties prenantes. L'équipe a fréquemment pris soin de la diversité des auteurs et du contenu du blog et a ainsi commandé de nouveaux articles à des invités afin de garder un bon équilibre.

- **Promouvant la connaissance via les réseaux sociaux et des groupes en ligne** – L'initiative a créé des comptes de réseaux sociaux sur Twitter, LinkedIn et Facebook pour promouvoir systématiquement le contenu et les activités d'apprentissage, à raison d'au moins un message par jour et par canal. Par ailleurs, le contenu a été partagé sur Google avec des groupes d'experts en ligne spécialisés, afin d'atteindre les communautés universitaires et de recherche.

- **Promouvant la connaissance via le publipostage direct** - L'initiative a permis de dresser une liste de diffusion des personnes intéressées, qui a été utilisée pour envoyer des courriels mettant en avant les nouveaux outils d'apprentissage, des invitations à des événements et un bulletin d'information trimestriel sur les dernières avancées du travail de la C2G.

Ce que nous avons appris

- **Diversité des voix –** À l'heure de sélectionner les personnes interrogées, les participants aux webinaires et les articles de blog, et consciente de l'importance de la diversité, l'équipe a fréquemment passé en revue le contenu, les participants et les auteurs afin d'identifier les lacunes. Elle s'est ensuite attelée à identifier les personnes susceptibles d'apporter les différents points de vue manquants et à entamer le dialogue avec elles. Cela a demandé du temps et des efforts, mais s'est traduit par la présentation d'une plus grande diversité de voix sur les questions abordées.

- **UN CC:Learn** – Bien que la C2G ait obtenu un accord de principe pour que la série C2GLearn soit développée sur la plate-forme du Partenariat pour l'apprentissage des Nations unies sur les changements climatiques (UN CC:Learn), le manque de soutien des gouvernements membres à l'époque n'a pas permis d'aller de l'avant. Puisque l'EDC et la MRS occupent désormais une plus grande place dans l'agenda intergouvernemental, il est possible qu'un tel soutien soit bientôt plus concret.

15. Aperçu de la mise en oeuvre: Résultats de l'évaluation indépendante

Entre 2020 et 2022, la C2G a fait l'objet d'une évaluation indépendante de la part du cabinet Ian. C. Davies Conseil Inc., mandaté et financé par le donateur-fondateur de l'initiative, la Fondation V. Kann Rasmussen (VKRF), à qui il rend compte directement. Les principales conclusions de l'évaluation[6] sont les suivantes :

Valeurs et crédibilité

« Des preuves solides indiquent que les déclarations, les choix, les décisions et les activités de la C2G sont clairement encadrés et délimités par son engagement explicite et inflexible en faveur de la primauté du droit international, du besoin d'une gouvernance efficace des techniques de modification du climat. En outre, l'initiative reste impartiale quant à l'utilisation potentielle ou la nonutilisation de celles-ci, elle respecte les différents points de vue et les intègre dans les questions de gouvernance, elle s'appuie sur des preuves scientifiques solides et mises à jour et sur des processus politiques et des institutions, des réseaux et systèmes de gouvernance multilatéraux/mondiaux fondés sur des données factuelles.

Ces traits qui caractérisent l'identité et le comportement organisationnels de la C2G sont des facteurs qui ont contribué à lui conférer une très grande crédibilité auprès d'un grand nombre de communautés scientifiques et politiques, de gouvernements, d'OIG, d'hommes et de femmes politiques et d'acteurs non étatiques.

La C2G a su tirer parti de la grande crédibilité organisationnelle qu'elle s'est forgée, ainsi que des réseaux professionnels de son directeur exécutif, de ses différents responsables, de ses experts et de son groupe consultatif, afin d'accéder à des personnes, des communautés et des institutions clés et d'être écoutée par elles.

Pendant sa durée d'activité relativement courte et avec ses ressources modestes, la C2G est partie de rien pour être vite reconnue et acceptée comme fer de lance et ressource incontournable en matière de gouvernance des techniques de modification du climat par les acteurs clés de la gouvernance climatique. »

Se mouvoir dans la complexité

« La performance de la C2G dépend de sa capacité à se mouvoir dans les interrelations complexes qui existent entre les réalités climatiques et écosystémiques imprévisibles et très fluctuantes, les

6 La C2G remercie Ian Davies Conseil Inc. de lui avoir accordé la permission de reproduire ce contenu issu du rapport d'évaluation *Independent External Evaluation of C2G. Final Report: Executive Summary*. Ian. C. Davies Conseil Inc. 15 avril 2022.

connaissances scientifiques et la dynamique politique mondiale. Il faut se frayer un chemin dans les systèmes adaptatifs complexes basés sur des principes et des valeurs, plutôt que de gérer la mise en oeuvre d'un plan fixé d'avance. La C2G sait y faire. Sa flexibilité, son adaptabilité et sa gestion stratégique lui permettent de bien orchestrer les différents éléments.

Elle identifie les acteurs qui ont une visibilité et tente d'entamer le dialogue avec eux et elle recherche des réseaux et des systèmes susceptibles d'être stratégiques et ouverts au discours de la C2G sur le besoin d'une bonne gouvernance des techniques de modification du climat, afin de les mobiliser et de les faire participer à la conversation. La C2G voit alors ce qu'elle peut faire avec ces interlocuteurs, dans la limite de ses ressources et de sa disponibilité, et elle s'efforce de ne pas trop les sortir de leur zone de confort.

La C2G doit aussi évaluer et décider quand il convient de ne pas ou ne plus investir dans tel ou tel engagement ; elle alloue stratégiquement ses ressources et son temps, tout en dosant ses efforts et elle fait tout cela très bien. »

Production des connaissances et communication

« Les activités de production de connaissances et de communication de la C2G constituent un autre canal par lequel elle dialogue avec bon nombre d'acteurs non étatiques dans les organisations de la société civile, les universités, les instituts de recherche et les arts. En apportant différents points de vue qui alimentent le débat sur la gouvernance des techniques de modification du climat, y compris ceux qui sont opposés à toute forme de ces technologies et à la recherche connexe, la C2G fait preuve d'impartialité. En retour, son approche étaye sa crédibilité auprès des différents publics et augmente la probabilité que ses ressources de connaissances soient consultées et utilisées dans le cadre de considérations politiques, fournissant ainsi une base pour accélérer les processus. »

Valeur ajoutée

« La C2G effectue un travail dont la valeur ne se limite pas aux effets de son rôle de catalyseur direct ou indirect sur les communautés politiques, de plusieurs façons. La C2G a effectivement:

- fourni en toute cohérence des points de vue impartiaux sur la gouvernance des techniques de modification du climat, créant ainsi des espaces ouverts aux échanges politiques constructifs et raisonnés qui se fondent sur les connaissances scientifiques disponibles et des considérations réalistes en termes de gouvernance;
- élargi et approfondi l'espace politique de la gouvernance du climat en créant des liens entre les communautés scientifiques/techniques et les communautés administratives/politiques et en leur permettant de dialoguer;
- fait montre de principes d'une bonne pratique de gestion adaptative et fait avancer des moyens innovants d'influencer, d'engager, d'exploiter et de catalyser les réseaux de gouvernance mondiaux, régionaux et nationaux;
- produit et rassemblé des connaissances, notamment un cadre conceptuel implicite et une terminologie explicite facilitant la communication et l'échange sur la gouvernance des techniques de modification du climat. »

Récits d’apprentissage

La section suivante présente une sélection d’exemples de récits qui illustrent différentes facettes de mise en oeuvre de la C2G et résument les activités réalisées et un certain nombre de conséquences et d’apprentissages qui en ont découlé.
Les récits sont les suivantes:

- Accélérer l’apprentissage grâce à des outils de connaissance
- Travailler avec des acteurs régionaux en Amérique latine et dans les Caraïbes ainsi qu’en Europe
- Travailler avec le Bureau exécutif du Secrétaire général des Nations unies
- Travailler avec le Programme des Nations unies pour l’Environnement
- Accélérer la gouvernance lors de la quatrième session de l’Assemblée des Nations unies pour l’Environnement
- La Commission mondiale sur la réduction des risques climatiques liés au dépassement
- Mobiliser la philanthropie internationale
- Mobiliser la jeunesse

16. Récit d'apprentissage: Accélérer l'apprentissage grâce à des outils de connaissance

Dès ses débuts, la C2G a clairement défini qu'elle s'attellerait avant tout à fournir des informations impartiales, de qualité, accessibles et fiables sur l'élimination du dioxyde de carbone (EDC) et la modification du rayonnement solaire (MRS) afin de contribuer à la sensibilisation et à la compréhension et d'éclairer la prise de décision sur la gouvernance de ces techniques de modification du climat. Cela n'a pas été une sinécure et la C2G a dû y consacrer beaucoup de ressources et de temps, en mettant un accent stratégique sur le public visé et en choisissant le bon moment pour l'atteindre.

Avant la création de la C2G, la majeure partie des informations sur l'EDC, et sur la MRS en particulier, se trouvait dans des revues universitaires et, dans une moindre mesure, dans des documents émanant d'organisations de la société civile (OSC). Aucune de ces sources d'information n'était adaptée à l'objectif visé, les documents des OSC étaient généralement préparés comme de outils de plaidoyer, tandis que les articles universitaires étaient écrits à l'intention d'un public spécialisé ayant déjà une connaissance approfondie de la science et des questions connexes, et ils étaient rédigés dans un style académique totalement inadapté aux responsables politiques disposant de peu de temps ou d'une faible connaissance préalable de ces questions.

En outre, hormis quelques paragraphes qui figuraient dans la dernière évaluation en date du GIEC à la création de la C2G (RE5) et des références dans des documents, par exemple dans la Convention sur la diversité biologique, la Convention et le Protocole de Londres et le Protocole de Montréal, la MRS et sa gouvernance n'avaient pas été traitées en détail dans les publications des Nations unies. Les gouvernements ne disposaient donc d'aucune source non universitaire digne de confiance pour en savoir plus sur cette technique à des fins d'élaboration de politiques.

La C2G s'est engouffrée dans cette brèche en cherchant à fournir aux gouvernements et à leurs conseillers des outils de connaissance impartiaux, rédigés dans un style plus accessible aux nonspécialistes.

La C2G a d'abord axé ses outils de connaissance sur l'EDC, puisque le rapport spécial du GIEC sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5 °C avait, en 2018, conclu que l'utilisation de l'EDC à grande échelle était essentielle pour limiter l'augmentation de la température moyenne mondiale à l'objectif de 1,5 °C. Mais de grandes lacunes en termes de gouvernance entravaient le déploiement de de l'EDC à grande échelle. Les outils de la connaissance de la C2G ont mis l'accent sur ces lacunes de gouvernance et sur les raisons pour lesquelles il était nécessaire de les combler pour atteindre l'objectif de 1,5 °C.

La crédibilité et la facilité d'accès des outils de la C2G sur l'EDC ont permis de constituer un public pour les travaux ultérieurs de la C2G sur la MRS en tant que réponse potentielle et complémentaire aux réductions rapides et drastiques des émissions et aux mesures d'atténuation, à l'élimination et à l'adaptation, afin de gérer les risques liés à la probabilité croissante que le monde dépasse l'objectif de 1,5 °C.

Arriver à un niveau de connaissances élémentaire était une préoccupation majeure, c'est pourquoi la C2G a traduit un grand nombre de ses documents en quatre langues (anglais, espagnol, français et chinois), les a mis à disposition du public sur son site web et les a promus activement via les réseaux sociaux et des bulletins d'information.

Plusieurs autres critères ont également été essentiels pour la conception des outils de connaissance de la C2G, notamment la création de:

- une large gamme de produits et d'outils d'apprentissage en ligne, allant d'infographies et de courtes vidéos à des notes de politiques de deux pages, des rapports détaillés et des résumés des preuves qui approfondissent les questions;
- une large représentation d'auteurs exprimant différents points de vue, venant de régions du globe différentes et de genres et âges différents;
- des documents intéressants sur le plan politique, qui ne soient ni directifs ni normatifs, à l'instar de l'approche du GIEC, et qui soient fidèles à l'impartialité de la C2G ; des documents que la C2G a commandés à des auteurs qui ne travailleraient généralement pas ensemble ou proviendraient de différentes régions du globe.

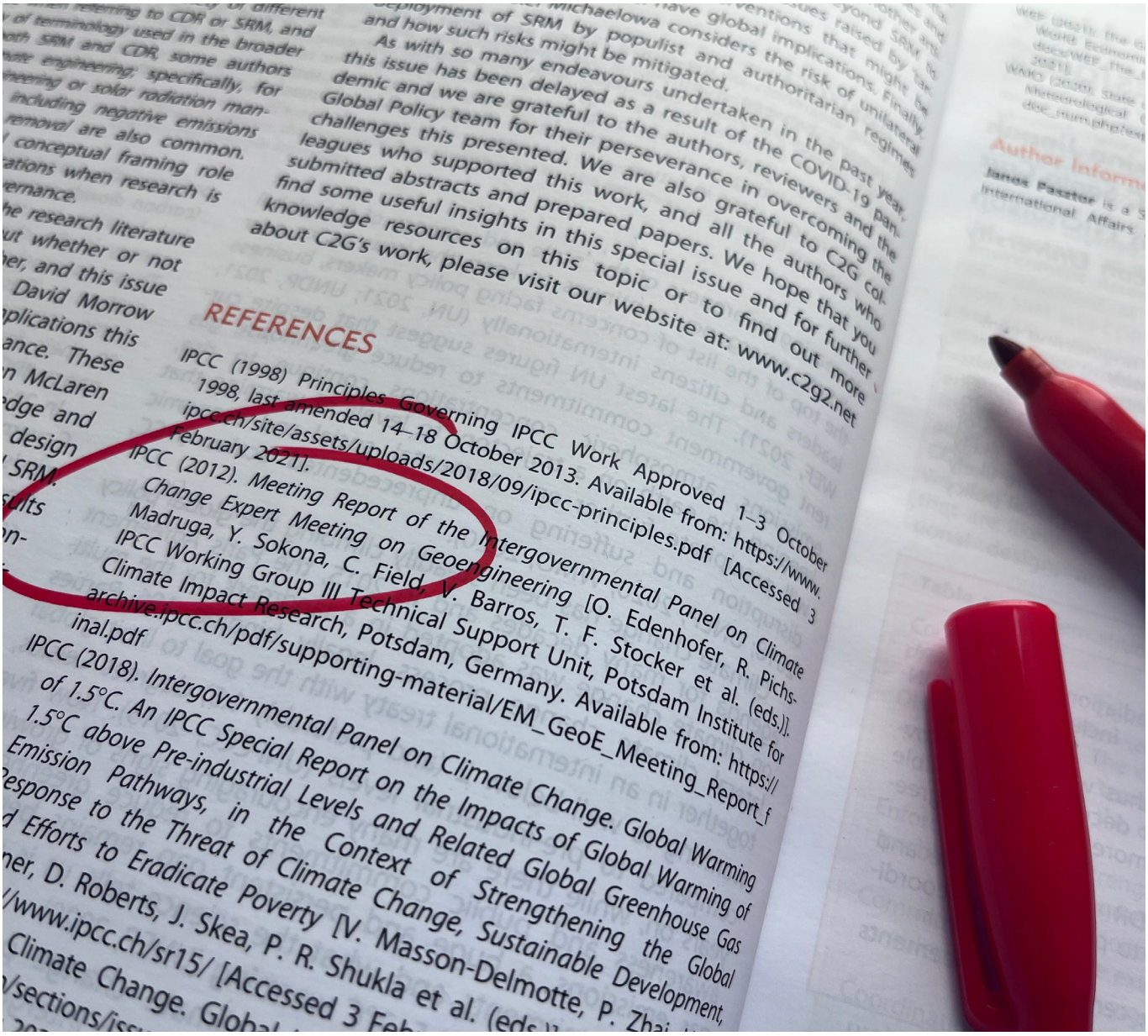
En plus des documents écrits, la C2G a réalisé de nombreuses vidéos « C2GLearn, C2GTalk et C2GDiscuss ». Ces supports ont permis à des intervenants très différents de présenter leurs points de vue ou leurs informations qui peuvent donc être consultés en ligne. La C2G a également lancé une série de podcasts dans lesquels elle a interviewé les parties prenantes concernées, qu'il s'agisse de hauts responsables politiques et de leurs conseillers, de militants pour la justice climatique et environnementale, d'experts intergouvernementaux ou d'auteurs de romans de science-fiction.

L'un des enseignements fondamentaux que nous avons tiré de notre travail est que le processus est essentiel et, dans certains cas, aussi important que le produit lui-même. Le principe d'impartialité de la C2G exigeait de l'équipe qu'elle examine, commande, gère, révise, corrige et recorrige scrupuleusement les documents pour veiller à ce qu'ils ne témoignent pas de parti pris en faveur d'une source (autre que le GIEC), d'une région, d'une perspective ou d'un point de vue favorable ou opposé aux essais ou au déploiement potentiel d'une technique. Cela a été chronophage, mais dans l'ensemble, une évaluation indépendante et un retour d'information anecdotique suggèrent que les outils de la C2G ont été bien accueillis et jugés crédibles, fiables et impartiaux.

Quelques outils se distinguent par l'effet et l'utilité qu'ils ont eus sur le public cible de la C2G, à savoir les responsables politiques. Le document de deux pages de la C2G intitulé « Global Update of Activities on SRM and its Governance » (Mise à jour mondiale des activités de MRS et de sa gouvernance) a été utilisé et cité par de nombreuses personnes comme une source concise d'informations crédibles sur l'état de la science, de la recherche et des efforts politiques consacrés à la MRS. En termes d'impact scientifique, la C2G a demandé à des auteurs de rédiger un article sur la gouvernance de la MRS pour un numéro spécial de la revue académique à comité de lecture, Global Policy. Plusieurs de ces articles ont ensuite été cités dans le 6e Rapport d'évaluation du GIEC, dont ils ont enrichi la base de données. La C2G a commandé un rapport utilisant un cadre « risque-risque » pour faire l'analyse comparative de l'utilisation ou de la non-utilisation de la MRS ; ceci s'est avéré être un cadre utile pour les responsables politiques qui s'efforcent de comprendre les répercussions et les options disponibles pour faire face à un monde aux prises avec une augmentation constante des températures et une aggravation des impacts climatiques. Ce cadre a ensuite été utilisé dans le rapport « One Atmosphere » du PNUE publié en 2023 et rédigé par certains des mêmes auteurs.

La C2G s'étant fixé une mission de catalyseur, elle a toujours cherché à trouver des acteurs qui prendraient le relais quand elle en aurait terminé et assumeraient les différents rôles qu'elle a joué pendant un certain temps. Il est clair que des organisations, des institutions et des processus intergouvernementaux de confiance seront nécessaires pour fournir des évaluations régulières, impartiales et crédibles sur la MRS mondiale, à laquelle tous les gouvernements et le public pourraient avoir recours.

En outre, il sera également nécessaire d'identifier et de combler les manques de connaissances importantes pour les politiques et de communiquer les résultats de la recherche aux publics et aux politiques. En raison de l'essor de l'intelligence artificielle et des risques de désinformation, il sera d'autant plus essentiel que les gouvernements devant trouver une réponse au développement des nouvelles techniques de modification du climat disposent de sources d'informations impartiales et fiables.



17. Récit d'apprentissage: Travailler avec des acteurs régionaux en Amérique latine et dans les Caraïbes ainsi qu'en Europe

La C2G a intrinsèquement travaillé à l'échelle mondiale, étant donné que les techniques de modification du climat peuvent avoir des répercussions transfrontalières et planétaires, influant sur tous les aspects du développement durable. La C2G s'est donc attelée à sensibiliser les acteurs de confiance régionaux, nationaux et internationaux qui encouragent les efforts de développement durable et sont susceptibles de relier et d'intégrer les questions de gouvernance transfrontalière et mondiale de l'EDC et de la MRS aux préoccupations et aux opportunités qui surgissent sur les plans locaux, régionaux et à l'échelle planétaire. Il s'agissait notamment de régions du monde susceptibles d'avoir des intérêts économiques et politiques similaires, comme l'Union africaine, l'Union européenne ou les petits États insulaires en développement.

La C2G a mené une vaste campagne de sensibilisation régionale, notamment par le biais des commissions régionales des Nations unies (la Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie et le Pacifique - CESAP, la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique - CEA, et la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes - CEPALC).

La région d'Amérique latine et des Caraïbes et l'Union européenne sont deux exemples où la C2G a favorisé des avancées significatives en termes de gouvernance de l'EDC et de la MRS.

Amérique latine et Caraïbes

Dans le cadre de sa campagne de sensibilisation des responsables politiques mondiaux, la C2G a dialogué à de nombreuses reprises avec les commissions régionales des Nations unies, ainsi qu'avec des organisations intergouvernementales (OIG) et des organisations de la société civile (OSC) en Afrique, en Asie et dans le Pacifique, en Amérique latine et dans les Caraïbes, ainsi qu'en Europe. Elle a apporté des informations et des résumés, a organisé conjointement des réunions et a incité les commissions à en apprendre davantage sur la gouvernance de l'EDC et de la MRS.

Parmi les commissions des Nations unies, c'est avec la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) que le travail de catalyseur de la C2G a été le plus fructueux. Le solide leadership de la secrétaire exécutive et de la direction de la CEPALC a été un moteur important, tout comme la volonté des gouvernements, de certains universitaires et des OSC de la région à explorer les liens entre l'EDC, la MRS et les objectifs de développement durable que la région a fixés.

La C2G a consacré beaucoup de temps à nouer des relations de travail étroites avec les partenaires de la CEPALC à tous les niveaux, de la haute direction aux partenaires chargés du fonctionnement de la commission. La consolidation des liens existants et la création de nouveaux liens de confiance et de coopération ancrés dans la science (par exemple, le GIEC et les sources de connaissances au niveau régional) étaient essentielles pour que la CEPALC, d'autres organisations régionales et les gouvernements membres puissent collaborer entre eux et avec la C2G.

Pendant cinq ans, la C2G a proposé de multiples opportunités d'apprentissage ou les a organisés conjointement avec la CEPALC et/ou d'autres acteurs et des chercheurs de la région mondialement reconnus. Ces activités se déclinaient en conférences, réunions, exercices de simulation tels qu'EN-ROADS[7], des webinaires et des rapports sur les possibles risques, bienfaits, lacunes et défis en termes de gouvernance dont s'accompagnent les techniques de modification du climat. Le travail a d'abord porté sur le rôle que joue l'EDC dans les trajectoires envisagées par le GIEC et la planification du développement national (notamment dans une publication et une boîte à outils de la CEPALC), puis il s'est appuyé sur cette prise de conscience pour concevoir des activités d'apprentissage sur le manque de gouvernance qui entoure la compréhension du rôle potentiel – s'il existe - de la MRS dans la lutte contre le dépassement de l'objectif de température de 1,5°C.

Citons l'importance qu'a eue la « Conférence des Amériques sur la modification du rayonnement solaire : Science, gouvernance et conséquences pour la région », qui a été organisée par la C2G en août 2022 avec l'Institut interaméricain de recherche sur les changements à l'échelle mondiale (IAI) et l'Initiative « Degrees », et qui a été accueillie par le gouvernement de la Jamaïque. L'événement visait à favoriser l'apprentissage et la compréhension de la MRS (science, état et gouvernance), à jeter des ponts entre la science et les responsables politiques et à planter les graines d'un programme de recherche régional sur la MRS.

Lors de cet événement, une présentation de la création d'un programme de recherche américain sur la MRS et de la tentative avortée de mener une expérience en plein air en Suède ont aidé les participants à comprendre l'importance de la capacité de la région à collaborer au niveau régional sur la recherche sur la MRS et l'importance vitale d'une participation aux discussions politiques internationales.

La région d'Amérique latine et des Caraïbes a ressenti les effets du manque de gouvernance solide en termes de MRS lorsque, à la fin de l'année 2022, une start-up commerciale américaine, « Make Sunsets », a affirmé avoir injecté des particules de soufre dans la stratosphère à l'aide d'un ballon-sonde acheté en ligne et lancé depuis la Basse-Californie, au Mexique. Le gouvernement mexicain a réagi en annonçant qu'il allait instaurer une loi interdisant de telles activités. Cet incident a attiré l'attention internationale et a rapidement soulevé la question de la gouvernance de la MRS auprès des gouvernements de la région ALC et d'ailleurs. Parallèlement à cela, cette même start-up commerciale a déplacé ses activités aux États-Unis où elle a continué à lâcher des ballons depuis plusieurs endroits.

7 EN-ROADS est un simulateur du climat mondial qui permet aux utilisateurs d'explorer les effets que de nombreuses politiques - comme l'électrification des transports, la tarification du carbone et l'amélioration des pratiques agricoles – ont sur des centaines de facteurs tels que les prix de l'énergie, la température, la qualité de l'air et l'élévation du niveau de la mer. https://www.climateinteractive.org/en-roads/

L'Union européenne

En 2018, la C2G a nettement accéléré ses activités de sensibilisation auprès de l'Union européenne, en organisant un grand nombre de réunions avec des hauts fonctionnaires clés des directions générales (recherche, climat et environnement) de la Commission européenne (CE) et avec les États membres de l'UE dans les capitales et leurs missions à New York et à Genève. La C2G a noué des relations de travail de confiance avec ces fonctionnaires et leur a fourni des informations impartiales et factuelles, ainsi que des séances d'information sur les dernières données fournies par le GIEC quant à la science et l'état de la gouvernance des techniques de modification du climat.

Au cours de nos sept années d'existence, cette action diplomatique a catalysé des avancées importantes. Lors de réunions avec des fonctionnaires de l'UE et des représentants de ses gouvernements membres, la C2G a abordé le besoin de : combler les lacunes en matière de gouvernance de l'EDC afin d'améliorer la prise de conscience générale sur le rôle essentiel que peut jouer l'EDC pour atteindre l'objectif de 1,5°C et son lien avec les réductions des émissions ; comprendre les forces et les faiblesses des différentes techniques d'EDC afin de permettre des choix sociétaux qui offrent rapidité et évolutivité ; améliorer la surveillance, la notification et la vérification ; mettre en exergue les préoccupations quant à la sécurité et la responsabilité ; et répondre aux préoccupations liées à l'utilisation des terres et aux droits humains. La C2G a été conviée à apporter des idées et des commentaires sur la gouvernance de l'EDC dans le cadre du programme de recherche Horizon Europe de l'UE, qui comprenait des activités de gouvernance sur l'EDC et par la suite, sur la MRS.

La sensibilisation à la gouvernance de la MRS que la C2G a menée auprès des responsables politiques de l'UE est également tombée à point nommé et s'est avérée efficace. La C2G a été invitée à fournir une note de politique sur la gestion des risques liés au dépassement des températures et à la gouvernance de la MRS à un haut fonctionnaire de la CE, ce qui - comme nous l'avons su par la suite - a joué un rôle déterminant dans l'inclusion éventuelle d'un paragraphe sur la gouvernance de la MRS dans un rapport de la Commission européenne publié en juin 2023, « A New Outlook on the Climate and Security Nexus » (Un nouvel aperçu sur le lien entre le climat et la sécurité).

Dans ce rapport, la CE a annoncé qu'elle soutenait les efforts internationaux visant à évaluer exhaustivement les risques et les incertitudes dont s'accompagne la MRS et à « encourager les discussions sur un possible cadre international de gouvernance [de la MRS] ». C'était la première fois que la CE appelait publiquement à une évaluation générale et à des discussions sur la gouvernance internationale de la MRS.

Au début de l'année 2023, la Direction générale du climat de la Commission européenne (DGClimat), avec laquelle la C2G a discuté à plusieurs reprises sur la gouvernance de l'EDC et de la MRS, a également pris des mesures importantes. Un haut fonctionnaire est désormais chargé de travailler sur les questions de gouvernance de la MRS. Des activités ont été lancées pour examiner une série de questions de gouvernance, notamment la gouvernance de la recherche, la modélisation, l'examen des considérations éthiques autour de la MRS - tout cela dans le but de mieux comprendre la MRS tout en réaffirmant la position de l'UE (dans le rapport de juin 2023), à savoir que la MRS n'est pas une solution pour lutter contre le changement climatique et qu'à son stade de développement actuel, elle représente un risque inacceptable.

Dans l'ensemble, d'après les commentaires adressés à la C2G par les responsables politiques et leurs conseillers, l'approche impartiale, factuelle et diplomatique de la C2G a porté ses fruits et a permis d'importantes avancées en matière de gouvernance de la MRS au sein de la Commission européenne.

18. Récit d'apprentissage: Travai l ler avec le cabinet du Secrétai re général des Nat ions unies

Un leadership solide est essentiel pour inciter à l'action contre le changement climatique. Le plus haut responsable du système des Nations unies, le secrétaire général Antonio Guterres, s'est clairement fait entendre – haut et fort - sur le besoin urgent d'agir afin de parvenir à des émissions nettes zéro au milieu du siècle et d'améliorer l'adaptation. Son leadership en matière de climat s'inscrit dans celui du précédent Secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon.

À ses débuts, la C2G a contacté des interlocuteurs stratégiques, notamment la vice-secrétaire générale des Nations unies, le conseiller spécial pour l'action climatique et le directeur du développement durable, qui ont consacré du temps et se sont montrés enclins à en savoir plus sur les lacunes en termes de gouvernance dont s'accompagnent ces techniques de modification du climat, tout en précisant que l'atténuation et l'adaptation traditionnelles restaient parmi les véritables priorités du Secrétaire général. La C2G a fourni à son cabinet des documents d'information sur ces techniques et les défis de gouvernance qu'elles soulèvent. Ces contacts ont été essentiels pour accroître la visibilité de la gouvernance de l'EDC et de la MRS auprès du Secrétaire général et des autres responsables.

La C2G est restée en contact étroit avec la vice-secrétaire générale et son équipe tout au long de son travail et a échangé des points de vue sur la manière de combler les lacunes en termes de gouvernance de l'EDC et de la MRS, ainsi que sur les rôles des différentes entités des Nations unies. La C2G a également continué de fournir des documents d'information pertinents si nécessaire.

19. Récit d'apprentissage: Travailler avec le Programme des Nations unies pour l'Environnement

L'une des priorités de la C2G depuis le tout début a été d'inciter les entités et les processus compétents des Nations unies à se pencher sur la gouvernance de l'EDC et de la MRS. Cela était nécessaire en raison de la nature transfrontalière et mondiale des effets du changement climatique, ainsi que des réponses à y apporter, notamment l'utilisation potentielle - ou la non-utilisation - de ces nouvelles techniques. En outre, de nombreuses solutions visant à combler le manque de gouvernance de ces techniques devaient être abordées dans le cadre des processus multilatéraux.

L'expérience de tous les membres de l'équipe dans les processus intergouvernementaux et d'acteurs non étatiques, ainsi que les relations de confiance qu'ils et elles ont jadis tissées avec de nombreux collègues travaillant sur différents aspects de la crise climatique ont été des atouts majeurs pour ouvrir les portes des hauts fonctionnaires et des représentants qui, autrement, auraient pu être réticents à s'engager sur les questions de gouvernance de l'EDC et de la MRS en raison des controverses que ces techniques soulèvent. En outre, le fait que la C2G connaisse directement les entités et les processus des Nations unies à contacter s'est avérée précieux pour susciter la coopération non seulement des représentants des entités des Nations unies, mais aussi des représentants des gouvernements nationaux qui composent les membres des Nations unies.

Le travail de la C2G avec le Programme des Nations unies pour l'Environnement (PNUE) et son organe directeur, l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement (ANUE), et la communauté des OSC qui l'entoure, en est un bon exemple. Une partie importante du mandat du PNUE consiste à attirer l'attention des États membres sur l'effet des nouveaux développements sur l'environnement, ce qui en fait un candidat logique pour aborder les possibles risques et les avantages liés à l'EDC et à la MRS dans un monde aux prises avec la crise climatique.

Lors de l'un de ses premiers voyages, la C2G a rencontré le directeur exécutif et l'équipe de direction du PNUE à son siège de Nairobi. Dans les années qui ont suivi, la C2G a rendu visite, dans les capitales, à de nombreux hauts fonctionnaires responsables des relations de leur gouvernement avec le PNUE et l'ANUE. Pendant sept ans, la C2G a rencontré à de nombreuses reprises des hauts fonctionnaires du PNUE pour les informer des discussions avec les gouvernements des États membres et échanger des informations sur toute une série de questions liées à la gouvernance de l'EDC et de la MRS.

Les discussions menées par de hauts responsables des Nations unies sur la gouvernance de l'EDC et de la MRS, qui ont été encouragées par les contributions préparées par la C2G à cet effet, ont finalement conduit le PNUE à former un groupe d'experts indépendants chargés de faire une évaluation initiale de l'état de la science et des besoins de gouvernance pour la MRS. Il s'agissait notamment d'évaluer les risques et les avantages dont s'accompagnerait la MRS si elle venait à être déployée. Cela faisait essentiellement partie de la demande contenue dans un projet de résolution examiné lors de l'ANUE-4 et présenté par la Suisse et un groupe de pays, que la C2G avait catalysé et soutenu.

En février 2023, le PNUE a publié l'évaluation des experts dans le rapport « One Atmosphere », qui a constaté qu'il n'existe pas encore assez de données factuelles permettant de prendre des décisions éclairées sur l'utilisation ou la non-utilisation de la MRS comme mesure supplémentaire pour éviter le dépassement. Le rapport conclut que les impacts environnementaux et sociaux de la MRS, ainsi que de nombreuses incertitudes scientifiques et questions éthiques, doivent encore être examinés. Les experts ont demandé la mise en place d'un processus d'évaluation scientifique transdisciplinaire solide, équitable et rigoureux afin de réduire les incertitudes liées à toute utilisation potentielle de la MRS et de mieux éclairer la prise de décision. Ce processus doit être transparent, inclusif et intégrer toutes les parties potentiellement concernées.

Dans la préface du rapport, rédigée par la directrice exécutive du PNUE, un haut fonctionnaire des Nations unies a pour la première fois affirmé publiquement que « la communauté internationale doit investir pour comprendre les risques potentiels et les incertitudes dont s'accompagnent les technologies de MRS ».

Cette déclaration, ainsi que d'autres résultats importants du rapport « One Atmosphere », reflètent certains des principaux messages que la C2G a appris et transmis à des décideurs politiques tout au long de son existence. Il s'agit notamment d'exhorter les entités compétentes des Nations unies et les gouvernements nationaux à reconnaître les lacunes en matière de gouvernance, qu'ils soient favorables ou défavorables à la MRS, et d'en apprendre davantage sur celle-ci, notamment sur les risques et les avantages que pourraient présenter cette technique dans un monde qui, selon le GIEC, est plus que susceptible de dépasser l'objectif de réchauffement de 1,5°C.

En septembre 2023, la directrice exécutive du PNUE a préparé un rapport destiné à tous les États membres de l'ANUE, qui énumérait plusieurs questions à examiner dans le cadre du rôle que joue le PNUE pour apporter une prospective stratégique pour la période à venir. Continuer la recherche sur la MRS a été identifiée comme l'une de ces questions - une conclusion qui, du point de vue de la C2G, était difficile à imaginer en 2017 lorsque l'initiative a démarré, mais qui reflète le chemin parcouru par la gouvernance au cours de la brève mission de la C2G.

© UNEP / Nayim Ahmede

20. Récit d'apprentissage: Inciter à la gouvernance lors de la 4e session de l'Assemblée des Nations unies pour l'Environnement

La quatrième Assemblée des Nations unies pour l'environnement (ANUE-4), qui s'est tenue en 2019, a été parmi les efforts les plus ambitieux et importants qu'a déployés la C2G pour inciter à la gouvernance des nouvelles approches de modification du climat, dont l'élimination du dioxyde de carbone (EDC) à grande échelle et la modification du rayonnement solaire (MRS), parfois appelée « géo-ingénierie ». L'ANUE est l'organe décisionnel le plus important au monde en matière d'environnement, sa composition est universelle et elle est l'organe dirigeant du Programme des Nations unies pour l'Environnement (PNUE).

Dès ses débuts, la C2G a eu l'ANUE en ligne de mire pour accomplir sa mission qui visait à mettre la gouvernance de la « géo-ingénierie » à l'agenda des organes intergouvernementaux compétents. Son travail de catalyseur en vue d'atteindre cet objectif a duré plusieurs années et s'est d'abord tourné vers une vingtaine de gouvernements ainsi que sur les missions du PNUE à Nairobi, en particulier vers les pays qui présidaient des groupes politiques ou régionaux.

La C2G a également contacté plusieurs organisations de la société civile (OSC) liées à l'ANUE ainsi que des organisations intergouvernementales et non gouvernementales régionales, en leur fournissant des notes d'information et en leur donnant l'occasion d'en savoir plus sur l'EDC à grande échelle et la MRS et sur les raisons pour lesquelles il est essentiel de combler les lacunes de la gouvernance multilatérale afin de minimiser les risques potentiels et d'optimiser les avantages que cela peut avoir sur la réalisation des objectifs de développement durable. La C2G a également contacté la présidente de l'ANUE ainsi que d'autres membres du bureau de l'ANUE. Qui plus est, la C2G a contacté et travaillé en étroite collaboration avec le directeur exécutif du PNUE (qui a ensuite quitté ses fonctions et a été remplacé par une direction intérimaire) pour veiller à ce que le PNUE soit informé de ces questions, conscient de la mission de la C2G et prêt à soutenir la C2G et à collaborer avec elle.

Parmi les principales étapes du travail de sensibilisation mené par la C2G, citons un résumé d'information officiel remis au Comité des représentants permanents auprès du PNUE ainsi qu'un atelier destiné aux observateurs de l'ANUE à Nairobi, encouragé par le PNUE et organisé en collaboration avec lui. Plus d'une vingtaine de participants issus de gouvernements, d'OSC et d'universités se sont réunis pour s'informer et discuter des lacunes dans la gouvernance de ces nouvelles techniques de modification du climat. Les discussions ont été dynamisées par de

brèves présentations d'experts internationaux et par des commentaires d'éminents représentants d'organisations internationales, d'universités, de groupes de recherche et de la société civile. Pendant cet atelier, les participants ont également joué à un jeu interactif qui a exploré les défis liés à l'équilibre nécessaire entre les besoins de développement et la gestion des risques climatiques, ainsi que le rôle de la gouvernance efficace pour y parvenir.

La C2G a également préparé un certain nombre de documents, qui ont été publiés sur la plateforme de l'ANUE-4, afin de fournir aux participants de l'ANUE intéressés des informations impartiales et fiables sur la gouvernance de la « géo-ingénierie » et les nombreuses questions qu'elle soulève sur le plan de l'environnement, du développement durable, de la géopolitique et de l'éthique.

Au début de l'année 2018, l'ambassadeur suisse du changement climatique et de l'environnement a pris conscience de l'importance de ces questions après une présentation de la C2G. Il a montré un vif intérêt pour la présentation d'une résolution potentielle de l'ANUE sur la gouvernance de la géoingénierie. Avec le soutien indéfectible de la C2G, la Suisse a ensuite engagé d'autres gouvernements sur ces questions en cherchant à susciter leur intérêt pour l'élaboration et la présentation de la toute première résolution de l'ANUE sur la gouvernance internationale de la géoingénierie.

La Suisse, soutenue par une dizaine d'autres pays de différentes régions du monde, a finalement présenté un projet de résolution, qui a fait l'objet d'âpres négociations, mais a été retiré peu avant la fin de l'ANUE-4, faute de consensus. La méconnaissance du sujet de la part des négociateurs, les difficultés liées à la terminologie et à la définition de ce que l'on entend par « géo-ingénierie », les questions climatiques et géopolitiques plus larges, auxquelles s'est ajouté un manque de temps pour trouver des solutions diplomatiques, ont fait obstacle au consensus.

La C2G estime que l'adoption d'une résolution appelant à une évaluation mondiale des approches de modification du climat aurait grandement contribué à l'objectif général d'amélioration de la gouvernance internationale de l'EDC et de la MRS. Cela dit, la C2G s'était fixé comme mission d'attirer l'attention des gouvernements et d'autres acteurs sur ces questions afin qu'ils puissent les faire avancer. De ce point de vue, le fait d'avoir incité certains pays à présenter un projet de résolution lors de l'ANUE-4, un organe intergouvernemental, a été un succès.

Dans le cadre de son travail de catalyseur, la C2G a fourni du matériel d'apprentissage impartial et a offert aux participants l'occasion d'échanger des points de vue et de s'informer sur ces questions. Ces activités ont suscité des discussions intragouvernementales et intergouvernementales de fond avant et pendant la session de l'ANUE-4. En outre, bien que le projet de résolution n'ait pas été adopté lors de l'ANUE-4, les discussions sur ces questions se sont poursuivies. Certains gouvernements ont indiqué qu'ils envisageaient une nouvelle résolution de l'ANUE à l'avenir.

Voici les principaux enseignements que nous avons tirés de cette expérience:

Tout d'abord, la C2G a constaté à quel point le terme « géo-ingénierie » était source de division et de confusion, et l'a donc supprimé de son nom et de ses documents. Soulignons que l'initiative a expliqué publiquement les raisons de cette décision, ce qui lui a valu des réactions positives de la part de ses principaux interlocuteurs.

Deuxièmement, la C2G a décidé de séparer ses travaux sur l'EDC de ceux sur la MRS tout en expliquant que ces deux approches sont liées, mais qu'elles ont des natures et des objectifs spécifiques très différents et présentent des caractéristiques de gouvernance différentes.

Troisièmement, la C2G partait du principe que sa vocation de catalyseur demanderait, à un moment donné, qu'elle se retire de l'action diplomatique active. L'expérience vécue à l'ANUE-4

a montré que la C2G devait se retirer plus tôt que prévu, car rester trop longtemps risquait de compromettre son impartialité, pourtant essentielle à sa crédibilité et à la confiance que lui accordaient tous les acteurs.

Les discussions internationales sur la gouvernance de l'EDC et de la MRS ont avancé après 2019, en particulier sur la première approche. L'ANUE-5 n'a pas abordé la question de la gouvernance de l'EDC et de la MRS, car elle s'est consacrée au lancement d'une négociation internationale concernant un traité sur les plastiques. Les discussions se poursuivent actuellement entre certains gouvernements autour de l'opportunité et de la manière de soulever la question de la gouvernance de la MRS lors de l'ANUE-6 ou plus tard, lorsque la C2G n'existera plus. Mais il ne fait aucun doute que la C2G a eu un effet catalyseur lors de l'ANUE-4, et que les résultats et les enseignements tirés de cette expérience sont indéniables.

© Flickr / UNEP

21. Récit d'apprentissage: La Commission mondiale sur la réduction des risques climatiques liés au dépassement

Les 9 et 10 juin 2022, la Commission mondiale sur la réduction des risques climatiques liés au dépassement, un groupe indépendant de dirigeants du monde entier, a tenu sa première réunion pour discuter de la façon dont le monde pourrait réduire les risques climatiques - y compris par l'éventuelle utilisation de la modification du rayonnement solaire (MRS) - au cas où l'humanité dépasserait les objectifs de température de l'Accord de Paris. La C2G était l'un des nombreux intervenants extérieurs invités à présenter différents points de vue lors de cette première réunion de la Commission.

La C2G n'a pas siégé à cette Commission. Toutefois elle a joué, à plusieurs égards importants, un rôle de catalyseur pour l'existence de la Commission, puisqu'elle a transmis son principal message, à savoir que la gouvernance dépasse les simples règles gouvernementales et est un processus permettant à de nombreux acteurs d'en savoir plus, de discuter et de s'engager sur les techniques de modification du climat, quoi qu'ils pensent de l'opportunité de l'utilisation potentielle ou de la non-utilisation de celles-ci.

Les origines de la Commission remontent aux nombreuses conversations que des personnalités clés du secteur de la gouvernance de la MRS ont menées au cours des dernières années, notamment lors d'événements organisés par la C2G. La C2G a interagi à plusieurs reprises avec les partisans d'une telle commission. Le directeur exécutif de la C2G a été membre du comité de pilotage mis en place par le Forum de Paris sur la Paix, afin de fournir des conseils sur l'opportunité et, le cas échéant, sur la manière de mettre en place une telle commission. La participation de la C2G a pris fin avec la dissolution du comité de pilotage.

Le rapport de la Commission a été publié en septembre 2023. Comme on pouvait s'y attendre, ses recommandations finales ont été appuyées aussi bien par des partisans que par des détracteurs. La C2G a, pour sa part, bien accueilli le rapport car il a contribué à la discussion sur le dépassement de la température et les réponses de l'humanité à ce phénomène, notamment en suggérant des moyens d'explorer si la MRS a, ou non, un rôle à jouer dans cette réponse.

Compte tenu de son impartialité, la C2G n'a pas formulé d'avis spécifique sur le contenu de ce rapport. Toutefois, le rapport s'inscrit largement dans les principales conclusions que la C2G a élaborées au fil des ans en s'appuyant sur ce qu'elle a entendu au cours de conversations et de dialogues avec des représentants de gouvernements, des organisations intergouvernementales et

des acteurs non étatiques.

Le rapport considère par exemple la MRS comme un élément potentiel (et non inévitable), complémentaire mais intégré aux autres réponses à la crise climatique (comme l'atténuation, l'élimination du carbone et l'adaptation) dans un monde où le dépassement des températures est de plus en plus probable. De nombreux interlocuteurs de la C2G ont exprimé leur soutien à ce type d'approche de la gouvernance, ce qui peut contribuer à traiter les préoccupations quant à l'aléa moral et à l'impératif moral de manière équilibrée.

Il n'est pas étonnant que la recommandation de la Commission qui a reçu le plus d'attention soit celle d'un moratoire sur le déploiement de la MRS.

La C2G a vu la Commission comme un exemple supplémentaire des nombreuses discussions mondiales sur la gouvernance de la MRS et de l'EDC qui continueront d'être nécessaires à mesure que la probabilité d'un dépassement de l'objectif de 1,5°C augmentera et que les risques causés par les impacts de ce dépassement seront plus manifestes dans le monde entier.

En ce sens, la C2G a vu la création de la Commission comme un exemple de l'effet mobilisateur qu'elle a eu sur d'autres acteurs, et comme une étape positive en faveur de la gouvernance de la MRS et de l'EDC.

22. Récit d'apprentissage: Mobiliser la philanthropie internationale

L'intérêt de la philanthropie pour la modification du rayonnement solaire (MRS) remonte à plus de dix ans, mais en 2016, ce domaine restait relativement nouveau pour les oeuvres philanthropiques traditionnelles de défense du climat. La Fondation V. Kann Rasmussen (VKRF), une fondation familiale, avait financé quelques organisations de la société civile (OSC) et quelques universitaires pour qu'ils travaillent sur la gouvernance de l'élimination du dioxyde de carbone (EDC) à grande échelle et de la MRS avant de devenir le premier et seul donateur de la C2G pendant les deux premières années de travail de celle-ci.

Au cours de la deuxième année de son financement de la C2G, la VKRF s'est entretenue avec de nombreuses oeuvres philanthropiques luttant contre le changement climatique afin de trouver un cofinancement pour la C2G, mais malheureusement aucune n'a répondu à l'appel. La MRS était alors considérée comme un sujet très controversé et les fondations demeuraient circonspectes à l'idée de la soutenir.

Les choses ont commencé à changer lorsque la C2G a fait montre d'impartialité et de crédibilité au cours de ses premières années d'existence. En 2018, deux autres oeuvres philanthropiques privées, la Children's Investment Fund Foundation (CIFF) et la Oak Foundation, ont rejoint la VKRF pour soutenir la C2G.

En 2019, la VKRF a décidé de renouveler son investissement auprès de la C2G en lui apportant un financement sur deux années supplémentaires. Ce financement initial, ainsi que la façon dont la C2G s'était jusqu'alors mobilisée auprès de nombreux gouvernements, acteurs intergouvernementaux et d'autres parties prenantes, ont commencé à convaincre d'autres fondations plus importantes de se joindre à la VKRF pour financer l'initiative.

En s'appuyant sur la démarche initiale de la VKRF auprès d'autres organisations philanthropiques, la C2G a redoublé d'efforts en 2019 afin de bénéficier d'un financement complet pour ses dernières années d'activité. Elle y est parvenue, en obtenant le soutien de l'Open Society et celui, solide et sur plusieurs années, de la Fondation IKEA, et ensuite, de la Fondation MacArthur. Grâce à ces fonds, la C2G a pu organiser plusieurs activités en collaboration avec des partenaires du Sud global et les financer.

Quatre facteurs ont été déterminants pour obtenir le soutien de ces grands acteurs philanthropiques:

- Tout d'abord, la capacité de la C2G à rester impartiale - et à être reconnue comme telle par pratiquement tous les acteurs avec lesquels elle a travaillé - sur une question par ailleurs très controversée;
- Deuxièmement, l'expérience et les références des membres de l'équipe de la C2G au sein des Nations unies;

- Troisièmement, la C2G a pu aider les fondations à comprendre les liens existant entre la MRS et d'autres questions/objectifs qu'elles défendent, en particulier les objectifs de développement durable, notamment les préoccupations en termes de géopolitique, de paix et de sécurité;

- Quatrièmement, la C2G a écouté et répondu aux questions des potentiels donateurs, instaurant ainsi un climat de confiance, bien avant de leur présenter la moindre proposition.

La combinaison de ces quatre facteurs a été déterminante pour que la C2G parvienne non seulement à financer intégralement son budget pluriannuel jusqu'en 2023, mais aussi pour qu'elle incite quatre nouveaux acteurs philanthropiques à soutenir publiquement son travail en faveur de la gouvernance de la MRS - ce qui ne s'était jamais produit auparavant.

S'attirer le soutien de grands donateurs actifs dans le domaine climatique pour la gouvernance de la MRS était presque improbable, y compris aux yeux du donateur initial de la C2G. Mais en fin de compte, les quatre facteurs mentionnés ci-dessus ont été suffisamment puissants pour impressionner les principaux donateurs potentiels.

Le rôle de catalyseur que la C2G a joué avec succès se traduit par le fait que la gouvernance de la MRS est désormais un sujet auquel s'intéressent de nombreuses organisations philanthropiques internationales, ainsi que de nombreux gouvernements, OSC, groupes de réflexion et autres acteurs, qui souhaitent poursuivre dans cette voie, de manière publique ou privée.

23. Récit d'apprentissage: Mobiliser la jeunesse

Un nombre croissant de jeunes du monde entier exhortent de plus en plus leurs sociétés et leurs dirigeants à prendre des mesures plus ambitieuses pour lutter contre le changement climatique, soulignant que leurs voix et leurs points de vue façonnent aujourd'hui le monde dont ils hériteront demain.

Toutefois ils sont, à l'heure actuelle, absents des discussions internationales sur la manière de gérer les risques croissants d'un réchauffement supérieur à l'objectif de 1,5°C, sur la préparation des décisions éventuelles concernant le rôle – le cas échéant - que la modification du rayonnement solaire (MRS) peut jouer ou ne pas jouer à l'avenir, ainsi que sur les conséquences que ces décisions – qu'elles penchent d'un côté ou de l'autre - auront sur leur vie.

L'initiative «Youth Climate Voices » (Les voix de la jeunesse sur le climat) de la C2G a été créée pour contribuer à changer cette situation, afin que les questions d'équité intergénérationnelle et de justice climatique soient mieux prises en compte dans les délibérations sur la MRS.

En 2022, après avoir dialogué avec des jeunes dans son groupe consultatif, dans des réunions d'information avec des groupes de jeunes et dans plusieurs événements et activités en ligne, la C2G a lancé un projet de mobilisation de la jeunesse sur la gouvernance de la MRS.

Le projet Youth Climate Voices a aidé les jeunes à mieux comprendre les dernières avancées scientifiques et les différents points de vue sur la MRS. Il a également permis aux participants de sensibiliser et d'informer leurs pairs sur une nouvelle technologie de manière impartiale et a animé les discussions sur les différents points de vue.

Six jeunes militants de la lutte contre le changement climatique, âgés de 19 à 24 ans et originaires du Bangladesh, du Brésil, de France, d'Inde, du Rwanda et d'Ouganda, ont été sélectionnés par la C2G dans le cadre d'un concours mondial. Ils et elles ont eu l'occasion d'acquérir des connaissances approfondies sur la science, la gouvernance et la diversité des points de vue sur la MRS auprès d'experts et de militants de premier plan.

La C2G a encouragé ces jeunes à se forger leur propre point de vue sur la MRS et leur a fourni des ressources pour qu'ils puissent améliorer leurs compétences, créer et diffuser leurs propres outils pédagogiques et de communication à leurs réseaux de défense du climat. La C2G a également facilité les présentations et les invitations afin que ces jeunes leaders climatiques puissent participer aux premières discussions sur la MRS organisées par des scientifiques, des groupes de réflexion, les Nations unies, des responsables politiques et des OSC.

Après six mois d'activités d'apprentissage intensif, les six jeunes leaders ont partagé leurs connaissances et participé à des discussions internationales, notamment en présentant une note de politique scientifique lors du Forum multipartite sur la science, la technologie et l'innovation (STI) au service de la réalisation des objectifs de développement durable aux Nations unies ;

lors d'un événement parallèle sur la MRS et les perspectives de la jeunesse sur sa gouvernance pendant le Forum régional sur le développement durable de la Commission économique des Nations unies pour l'Europe ; et en rejoignant une équipe de recherche en Australie qui a examiné l'utilisation de l'éclaircissement des nuages marins et les défis de gouvernance que cela pose. Encourager la collaboration était une pierre angulaire du projet. Ensemble, les participants ont créé une vidéo d'animation, du contenu pour les réseaux sociaux et une bande dessinée sur la gouvernance de la MRS, ainsi qu'une plate-forme en ligne. Tous ces supports ont été conçus pour plaire à des personnes de leurs tranches d'âge.

L'initiative de la C2G a renforcé l'engagement de plusieurs de ces jeunes leaders climatiques à poursuivre leur apprentissage et celui de leurs réseaux de pairs en se consacrant au travail de gouvernance de la MRS lorsque la C2G aura mis fin à ses activités.

À cette fin, trois des jeunes femmes leaders du Sud global ont créé leur propre initiative de la société civile, « SRM Youth Watch » (Observatoire de la jeunesse sur la MRS), qu'elles ont lancée pendant la Semaine du climat de New York en septembre 2023. Elles ont également organisé un événement comprenant des présentations de jeunes militants de la défense du climat du monde entier qui ont partagé leurs préoccupations au sujet de la MRS, et des séances d'information animées par des jeunes femmes qui travaillent sur la MRS en qualité de scientifiques, universitaires ou personnalités de la société civile.

Elles soulignent sur le site du SRM Youth Watch : « Il est primordial qu'un plus grand nombre de jeunes soient informés sur le sujet afin de participer aux discussions et d'avoir les moyens de prendre des décisions dans un avenir proche ».

24. Et maintenant?

Tout d'abord, nous avons besoin, le plus vite possible, de drastiques réductions des émissions de gaz à effet de serre qui apportent un changement. L'ampleur et la rapidité de la mise en oeuvre détermineront la quantité de carbone qu'il faudra éliminer de l'atmosphère ; elles définiront la probabilité, l'ampleur et la durée d'un dépassement de l'objectif de 1,5°C et, par conséquent, l'ampleur de nos besoins futurs en matière d'adaptation et le contexte dans lequel de possibles mesures d'urgence provisoires, comme la MRS, pourront être envisagées.

Deuxièmement, si des progrès ont été accomplis pour combler certaines lacunes en matière de gouvernance de l'EDC, il reste encore beaucoup à faire. Les institutions nationales et internationales sont toutefois largement en place pour traiter ces questions, et le secteur privé, le monde universitaire et la société civile s'y engagent activement. Les avancées ont peut-être été lentes, mais comme les objectifs des émissions nettes que visent certains pays pour le milieu du siècle se rapprochent peu à peu, ces questions devront être abordées et elles le seront certainement.

Troisièmement, la gouvernance de la MRS, et en particulier de l'injection d'aérosols dans la stratosphère connaît une situation différente. Le dépassement des températures de plus en plus probable et les risques occasionnés par le manque de gouvernance, sur lesquels se greffent les efforts considérables de la C2G - et d'un nombre croissant d'autres acteurs - pour porter ces questions à l'attention des responsables politiques et des représentants des acteurs non étatiques, la prise de conscience des problèmes et la large gamme des options possibles sont devenus tangibles. Il incombe désormais aux gouvernements et aux organisations de la société civile d'assumer leurs responsabilités respectives en termes de gouvernance de la MRS, et notamment de décider s'ils souhaitent ou non en savoir plus sur la MRS, et envisagent même de l'utiliser. Des discussions, des consultations et, dans certains cas, des négociations pourraient permettre de prendre des décisions sur les institutions et les processus qu'ils souhaitent utiliser pour traiter les différents aspects de la gouvernance, à quel moment et de quelle manière.

Enfin, puisque l'initiative C2G a rempli sa mission qui consistait à attirer l'attention des gouvernements et des acteurs non étatiques sur ces questions, elle est arrivée à son terme. Il incombe désormais à d'autres acteurs non étatiques et, bien sûr, aux gouvernements, de préconiser la manière d'aller de l'avant.

C2G Carnegie Climate Governance Initiative

An initiative of CARNEGIE COUNCIL for Ethics in International Affairs